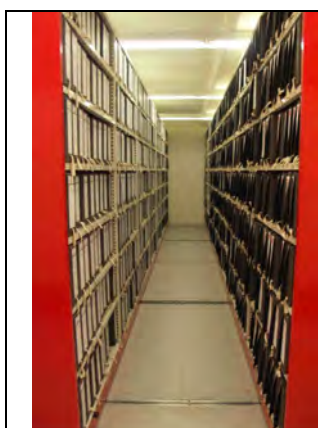


## Histoire comparée des irrigations en Méditerranée. Eclairage des archives pour un développement durable

Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc  
Rabat, 8 - 9 octobre 2009

### Rencontre internationale finale du programme « Archives de l'irrigation en Méditerranée » (AIME)

*Programme mobilisateur d'appui à la coopération pour la recherche en sciences humaines et sociales  
entre le Maghreb et la France  
(Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes, Maison des sciences de l'Homme)*



Compte rendu scientifique (version du 23 novembre 2009)

T.Ruf  
Coordinateur du projet

Sommaire	3
Introduction, par Thierry Ruf	
Liste des participants	5
Programme du colloque	7
préambule à la rencontre, par Mohammed El Faiz	9
<b>Résumé des interventions et des débats de Rabat – 8 et 9 octobre 2009</b>	
<b>Ouverture</b>	11
<b>Session 1 - Histoires de l'hydraulique et des institutions de l'irrigation en Méditerranée</b>	13
1.1. Les grands traits de l'histoire comparée de l'irrigation en Méditerranée, T. Ruf	13
1.2 L'apport des archives techniques écrites à l'histoire des irrigations dans le Monde arabo-musulman, par Mohammed El Faiz	15
1.3. Les associations à caractère hydraulique en Tunisie à l'époque coloniale, par Habib Belaid	16
1.4. Débat	
<b>Session 2 - Les archives des galeries drainantes souterraines (khattara, foggara, qanat...) au Maghreb : un legs à valoriser</b>	17
2.1. Les Khettaras du Haouz de Marrakech et l'éclairage des archives, par Mohamed El Gouch	17
2.2. L'Avenir de la gestion sociale de l'eau dans l'oasis de Todgha à la lumière des mutations socio-économiques, par Mustapha Haddache	20
2.3. Le Système des Foggaras en Algérie, situation et perspectives, par Yasmina Yacoubi	22
2.4. Les Khettaras du Tafilalet au Maroc: inventaires et voies de valorisation, par Hamid Ouhaddou et Sylvie Spoerry	24
2.5. Débat sur les exposés	28
<b>Session 3 - Les archives sur le patrimoine des canaux gravitaires : constat et interrogations sur le devenir des cultures méditerranéennes de l'eau</b>	29
3.1. Les archives de l'anthropologue (à propos des canaux d'arrosage en France), par Jeanne Riaux	29
3.2. Les Seguias du Haouz de Marrakech et du Haut- Atlas face aux approches marchandes de l'eau, par Mohammed El Faiz	31
3.3. Comprendre le développement des réseaux hydrauliques dans le Tafilalet au cours du XXe siècle, par Hamid Ouhaddou et Thierry Ruf	32
3.4. <i>La gestion de l'eau d'irrigation</i> dans le Todgha, à travers des archives publiques et privées, par Mahmed Mahdane	34
3.5. Débat sur les exposés	38
<b>Session 4 . Fragments du film « dialogues extraordinaires sur le Ziz »</b>	38
4.1. Jbil, 50 ans de pompage collectif	
4.2. 4.2. Irara, Cinq siècle après son édification, un barrage rend toujours service	
<b>Session 5 - Archives et connaissance des sociétés hydrauliques locales</b>	41
5.1. Les archives du protectorat français au Maroc : de l'inventaire aux perspectives de valorisation, par Damien Heurtebise	41
5.2. Apport des archives à l'anthropologie de l'eau dans le monde oasien, par Toufik Ftaita	44
5.3. L'histoire singulière du dessèchement et d'irrigation de l'étang de Montady : l'apport des archives, par Marine Tournier et Christine Récalt	45
5.4. Débat : regards croisés sur les archives	48
<b>Session 6 – Présentation du portail Web du projet : ArchirrigationMed</b>	49
<b>Session 7 - Archives en péril et politiques de recherche et de conservation</b>	51
<b>Conclusion : quelles perspectives maintenant ?</b>	52

## Introduction

Le projet « Archives de l'irrigation en Méditerranée - questions scientifiques, questions de sauvegarde, questions de comparaison du développement hydraulique et des conflits d'usage » a réuni des équipes de recherche et d'enseignement supérieur sur les deux rives de la Méditerranée, pour promouvoir des formations communes sur les archives de l'eau en agriculture méditerranéenne et croiser les regards sur l'histoire du développement hydro-agricole.

Les promoteurs et coordinateurs du projet sont l'équipe « Gestion sociale de l'eau » (responsable T. Ruf) de l'UR 199 de l'IRD « Dynamiques socio - environnementales et gouvernance des ressources », l'équipe de l'UFR « Analyse économique et développement » de la Faculté de sciences juridiques, économiques et sociales, Université Cadi Ayyad, Marrakech (responsable M. El Faïz) et l'équipe sur les manuscrits arabes du département d'histoire de l'Université Mentouri de Constantine (responsable Y. Aibeche), complété par l'équipe « eau » du CREAD d'Alger.

Le développement hydraulique et agricole en Méditerranée est inscrit dans les paysages et les cultures avec maintes variantes. L'objectif de nos échanges est de comprendre et comparer, au Sud et au Nord, l'évolution des territoires hydrauliques et ruraux à travers les archives publiques et privées, identifier les cultures et les institutions locales et analyser comment ces sociétés réagissent à leur insertion dans un monde global. La rencontre s'appuie sur les travaux de recherche sur le terrain menés par les chercheurs, enseignants et étudiants au cours des 2 ans d'études et sur des débats par ateliers thématiques successifs.

Bien que certaines personnes sollicitées n'aient pas pu venir à Rabat, la rencontre a mobilisé des enseignants, chercheurs, étudiants et responsables d'archives des quatre pays, Algérie, France et Maroc et Tunisie. On regrette l'absence de personnes ressources qui auraient apporté un témoignage d'Egypte, d'Iran et d'Espagne notamment.



Photo 1. Intervenants de la rencontre



Près de 40 personnes ont suivi la rencontre, que l'on peut présenter en trois groupes complémentaires : professionnels, étudiants et participants au débat (voir tableau ci-après). Malheureusement, les représentants des administrations techniques et offices d'irrigation ont été peu mobilisés, probablement du fait d'une diffusion trop tardive des invitations envers ce monde professionnel.

Quinze communications ont animées les quatre ateliers de restitutions de travaux et de comparaison avec d'autres cas et pays (voir programme ci-après). Des débats ont suivi ces présentations, puis un débat final a conduit à défendre une politique d'archives et de recherche sur archives et la poursuite d'un réseau axé sur la formation et l'échange. Le portail mis en place sera l'outil de prolongation du projet, comme un centre de ressources sur les recherches en histoire comparée des irrigations méditerranéennes. L'ancrage dans le développement est souhaité par les participants pour qui l'intérêt des recherches historiques est de poser des questions nouvelles sur les évolutions actuelles et les décisions politiques.

Thierry Ruf



Photo 2 : Visite de la bibliothèque nationale royale du Maroc pendant le colloque

## Liste des participants

### Groupe 1 : dix sept chercheurs, enseignants et responsables d'archives intervenants \*

Aibeche Youcef *	Université de Constantine, Algérie	<a href="mailto:yaibeche@wissal.dz">yaibeche@wissal.dz</a>
Belaid, Habib	Univsersité de la Manouba, Tunisie	<a href="mailto:habib.belaid@laposte.net">habib.belaid@laposte.net</a>
Bedrani Slimane	Economiste, Cread, Ensa-Alger, Algérie	<a href="mailto:bedranis@yahoo.fr">bedranis@yahoo.fr</a>
El Faiz, Mohammed	Université Caddi Ayyad, Marrakech, Maroc	<a href="mailto:amelfaiz@menara.ma">amelfaiz@menara.ma</a>
Ftaïta, Toufik	Université de Nice, Sophia Antipolis, France	<a href="mailto:ftaita@unice.fr">ftaita@unice.fr</a>
Guillaume Henri	Représentant de l'IRD à Rabat, Maroc	<a href="mailto:Henri.guillaume@ird.fr">Henri.guillaume@ird.fr</a>
Responsable du classement des archives du protectorat à Rabat	BNRM, Rabat, Maroc	
Heurtebise, Damien	Centre des archives diplomatiques de Nantes, France	<a href="mailto:damien.heurtebise@diplomatie.gouv.fr">damien.heurtebise@diplomatie.gouv.fr</a>
Khrouz, Driss	Directeur de la BNRM, Rabat, Maroc	<a href="mailto:dkhrouz@gmail.com">dkhrouz@gmail.com</a>
Lahlou Abdelati	Chef du pole coordination, BNRM, Rabat, Maroc	<a href="mailto:a.lahlou@bnrm.ma">a.lahlou@bnrm.ma</a>
Mahdane, Mahmed	Faculté des lettres, Agadir, Maroc	<a href="mailto:mahdane_mhamed@yahoo.fr">mahdane_mhamed@yahoo.fr</a>
Margat Jean *	BRGM Orléans	
Récalt Christine	IRD Montpellier, France	<a href="mailto:recalt@ird.fr">recalt@ird.fr</a>
Riaux, Jeanne *	IRD Montpellier France	<a href="mailto:Jeanne.riaux@ird.fr">Jeanne.riaux@ird.fr</a>
Ruf, Thierry	IRD Montpellier, France	<a href="mailto:thierry.ruf@ird.fr">thierry.ruf@ird.fr</a>
Tanouti, Boumediene	Vice doyen de l'université Caddi Ayyad de Marrakech	<a href="mailto:tanouti@ucam.ac.ma">tanouti@ucam.ac.ma</a>
Yazdi Pr. *	International Center on Qanats, Yazd, Iran	<a href="mailto:icqhs@yahoo.com">icqhs@yahoo.com</a>

\* Personnes ayant envoyé une communication ou présentant un film ou un document mais ne pouvant être présent à Rabat le 8 et 9 octobre 2009

Des professionnels importants invités ont renoncé à participer : Mme Miguët, directrice des archives départementales de l'Hérault, avait très largement contribué au démarrage du programme en accueillant la première formation aux archives à Montpellier et Montady en décembre 2007. Jean Loup Abbé, le coordinateur des recherches historiques du CNRS sur Montady était aussi pris cette semaine par d'autres activités, de même que Nicolas Michel, spécialiste de l'histoire hydraulique égyptienne ottomane, en mission dans ce pays au date du colloque. M. Mantion, le directeur de l'ASA de Montady n'a finalement pas pu être invité à temps. Enfin, la sociologue égyptienne Mme Salwa a également renoncé (à cause du français, langue principale de la rencontre).

## Groupe 2 : Neuf Doctorants et étudiants intervenants \*

Ait Khouya, Brahim	Université Caddi Ayyad, Marrakech, Maroc	<a href="mailto:brahim.aitkhouya@gmail.com">brahim.aitkhouya@gmail.com</a>
El Gouch, Mohamed	Université Caddi Ayyad, Marrakech, Maroc	<a href="mailto:elgouch@menara.ma">elgouch@menara.ma</a>
El Gueroua Abdelaziz *	Supagro IRC Montpellier (actuellement en Egypte)	<a href="mailto:elgueroua@yahoo.fr">elgueroua@yahoo.fr</a>
Ouhaddou, Hamid	Université Caddi Ayyad, Marrakech, Maroc	<a href="mailto:ouhaddou62@yahoo.fr">ouhaddou62@yahoo.fr</a>
Haddache Mustafa	Université Caddi Ayyad, Marrakech, Maroc	<a href="mailto:haddache.mustapha@gmail.com">haddache.mustapha@gmail.com</a>
Haidan, Abdelali	Université Caddi Ayyad, Marrakech, Maroc	<a href="mailto:rida0007@hotmail.com">rida0007@hotmail.com</a>
Spoerry Sylvie	Supagro IRC Montpellier (actuellement au Maroc)	<a href="mailto:sspoerry@agrisud.org">sspoerry@agrisud.org</a>
Tournier-Lasserve Marine	Géographe, Université de Montpellier III - IRD	<a href="mailto:Marine814@hotmail.fr">Marine814@hotmail.fr</a>
Yacoubi, Yasmina	Agro-économiste, Cread, Ensa-Alger, Algérie	<a href="mailto:y.yacoubi@hotmail.com">y.yacoubi@hotmail.com</a>

\* étudiants ayant envoyé une communication mais ne pouvant être présent à Rabat le 8 et 9 octobre 2009

Trois générations d'étudiants de Supagro-IRC de 2007, 2008, et 2009 ont partagé avec les doctorants et étudiants marocains de l'IAV Hassan II et de l'université de Marrakech les expériences de formation à la gestion sociale de l'eau à Jorf et Tinghir au Maroc, à Ur en Cerdagne dans les Pyrénées-Orientales. Ce sont plus de quarante étudiants qui ont ainsi été formés aux recherches sur le terrain et sur archives. Parmi eux, Guillaume David a contribué en 2008 à la recherche sur Tinghir (travaux repris ensuite par le collectif).

## Groupe 3 : Six participants aux débats

Bartali, El Houssine	IAV Hassan II, Rabat, Maroc	<a href="mailto:h.bartali@iav.ac.ma">h.bartali@iav.ac.ma</a>
Bouaziz Ahmed	IAV Hassan II, département agronomie, Rabat, Maroc	<a href="mailto:a.bouaziz@iav.ac.ma">a.bouaziz@iav.ac.ma</a>
Laiti Abdelhak	Ministère de l'agriculture, Rabat, Maroc	<a href="mailto:abdelhaklaiti@yahoo.fr">abdelhaklaiti@yahoo.fr</a>
Mellakh, Kamel	Sociologue, Université de Mohammedia, Maroc	<a href="mailto:kmellakh@yahoo.fr">kmellakh@yahoo.fr</a>
Quintal, Magali	Géographe, université de Québec à Montréal, Canada	<a href="mailto:magoumqmq@yahoo.ca">magoumqmq@yahoo.ca</a>
Raki Mohamed	économiste	<a href="mailto:mraki2007@yahoo.fr">mraki2007@yahoo.fr</a>

NB : Une dizaine de personnes ont assisté à la rencontre en auditeurs sans intervenir ni figurer sur la liste de présence

## Programme

Date, heure	Evénements	Interventions
<b>Jeudi 8 octobre 2009</b>		
<b>9h – 9h30</b>	Ouverture Accueil des participants et messages institutionnels et d'intérêts des partenaires	M. Khrouz, Directeur de la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc M. Guillaume, représentant de l'IRD au Maroc M. Boumedienne Tanouti, vice président de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech M. El Faïz, Université Cadi Ayyad de Marrakech
<b>9h30h-11h30 session 1</b>	Histoires de l'hydraulique et des institutions de l'irrigation en Méditerranée <ul style="list-style-type: none"> <li>- Esquisse d'une histoire méditerranéenne comparée de l'irrigation</li> <li>- L'apport des archives techniques écrites à l'histoire des irrigations dans le monde arabo-musulman</li> <li>- Les archives anciennes et contemporaines sur l'eau en Algérie</li> <li>- Les associations à caractère hydraulique en Tunisie à l'époque coloniale</li> <li>- Discussion</li> </ul>	Président de session : Toufik Ftaita Intervenants Thierry Ruf  Mohammed El Faïz  Youcef Aibeche  Habib Belaïd
<b>11h30-12h</b>	Pause-café	
<b>12h-13h session 2</b>	Les archives des galeries drainantes souterraines (khettara, foggara, qanat...) au Maghreb : un legs à valoriser <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Khettaras du Haouz de Marrakech et l'éclairage des archives</li> <li>- Les Khettaras du Tafilalet au Maroc : inventaires et voies de valorisation</li> <li>- Les Khettaras de Tinghir au Maroc : quel devenir ?</li> <li>- Les foggaras de Timimoun en Algérie : inventaires et voies de valorisation de l'agriculture oasienne</li> </ul>	Président de session : M. Heurtebise Intervenants :  Mohammed El Gouch / M. El Faiz  Hamid Ouhaddou, / Sylvie Spoerry  Mustapha Haddache / M'Hamed Mahdane  Bedrani Slimane/ Yasmina Yacoubi
<b>13h-15h00</b>	Déjeuner	
<b>15h-17h00 session 3</b>	Les archives sur le patrimoine des canaux gravitaires : constat et interrogations sur le devenir des cultures méditerranéennes de l'eau <ul style="list-style-type: none"> <li>- les canaux du sud de la France (France)</li> <li>- les Seguias du Haouz de Marrakech et du Haut- Atlas face aux approches marchandes de l'eau</li> <li>- les seguias du Tafilalet (Maroc)</li> <li>- les seguias de Tinghir (Maroc)</li> </ul>	Président de session : M. Bedrani Intervenants :  Jeanne Riaux / Thierry Ruf  Mohammed El Gouch / Abdelaziz El Gueroua/ M. El Faïz  Hamid Ouhaddou / Allach Sabah Mustapha Haddache / M'Hamed Mahdane
<b>17h00-17h30</b>	Pause	

<b>17h30-18h30 session 4</b>	Présentations audiovisuelles (Dialogues extraordinaires avec Jean Margat, Mohammed El Faiz, Ahmed Bouaziz, Mohammed Ait Hamza... - film de T.Ruf)	
<b>20h-23h</b>	Dîner	
<b>Vendredi 9 octobre 2009</b>		
<b>9h00-10h30 session 5</b>	<p>Archives et connaissance des sociétés hydrauliques locales</p> <p>-Les archives du protectorat français au Maroc : de l'inventaire aux perspectives de valorisation -Apport des archives à l'anthropologie de l'eau dans le monde oasien - L'histoire singulière du dessèchement et d'irrigation de l'étang de Montady : l'apport des archives -Expérience du regard croisé sur les archives de Montady et du Haouz de Marrakech :</p>	<p>Président session : M. Belaid</p> <p>Intervenants :</p> <p>Damien Heurtebise</p> <p>Toufik Ftaita</p> <p>M. Tournier, C. Récalc</p> <p>Discussion générale comprenant intervenants, doctorants et participants</p>
<b>10h30-11h30</b>	Discussion	
<b>12h-15h</b>	Déjeuner	
<b>15h-16h30 session 6</b>	<p>Archives en péril et politiques de recherche et de conservation.</p> <p>Situation des archives de l'irrigation dans les pays du Maghreb :</p> <p>Quel état des lieux ? pour le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.</p> <p>Quelles mesures de sauvegarde ?</p> <p>Quelles perspectives de valorisation ?</p> <p>Coopération nord/sud et Sud/Sud pour la sauvegarde d'un patrimoine commun en péril.</p> <p>Présentation du site WEB du projet « archives de l'irrigation en Méditerranée »</p>	<p>Intervenants :</p> <p>-L'expérience de la Bibliothèque - Nationale de Rabat -L'action du Ministère de la Culture -Le rôle de la représentation de l'UNESCO à Rabat -Rôle des services culturels des Ambassades (France, Italie, Espagne...) -Archives du Ministère de l'Agriculture et de ses Offices -Archives des services de l'équipement et de l'hydraulique -Archives de l'INRA -Archives de l'INAV- Hassan II</p>
<b>16h30-17h</b>	Pause	
<b>17h- 17h30</b>	<p>Clôture, et appel pour la conservation des archives publiques et privées et le développement de recherches comparatives entre régions méditerranéennes et entre périodes historiques.</p> <p>Remise de documents à la BNRM provenant des recherches des équipes et de la numérisation des travaux de Jean Margat</p>	<p>M. Khrouz, Directeur de la Bibliothèque Nationale M. Guillaume, représentant de l'IRD au Maroc M. El Faiz, Université Cadi Ayyad de Marrakech T. Ruf représentant l'IWHA (International water history association)</p>



**En préambule à la rencontre, est distribuée le texte de Mohammed El Faiz, extrait du livre «Marrakech : patrimoine en péril », paru aux éditions Actes Sud, Arles, 2002, pp.21 28.**

Les archives, prises dans leur sens le plus large, sont aux pays et aux villes ce que la mémoire est aux être humains. Elles, qu'on trouve souvent enfouies dans des caves poussiéreuses et abandonnées aux ravageurs, contiennent ce qu'il y a de fondamental dans une culture et une civilisation : son code génétique. Sans la présence de ces documents, comment reconstituer le passé qui peut être lointain ou proche ? Comment écrire l'histoire d'un pays, d'une ville ou d'une communauté ?

Au soir de la mondialisation, où tous les chats sont supposés gris, un des critères du développement humain doit être, à mon sens, le soin qu'un pays met à organiser ses archives, à valoriser son patrimoine et à participer à la conservation, voire à l'enrichissement de la diversité culturelle du monde où nous vivons.

Le regretté Germain Ayache a appelé dès le lendemain de l'Indépendance (en 1956) à la création d'un Service National des Archives Historiques et à la formation d'archivistes capables de conserver, de classer et d'entretenir les fonds de notre mémoire collective. Si l'on continue à poser la même question aujourd'hui c'est que, malgré quelques efforts accomplis au niveau national, la situation des archives régionales et communales est déplorable.

On peut citer plusieurs exemples de communes qui ont livré au feu et aux intempéries des fonds d'archives remontant à l'époque coloniale. Une enquête exhaustive dans ce domaine pourra révéler des surprises aux responsables et aux élus et montrer l'ampleur des dégâts causés à notre culture.

En attendant, il me semble important d'attirer l'attention sur la situation préoccupante des archives à Marrakech. Cette ville impériale, qui a accumulé sur plus de neuf siècles d'évolution un patrimoine exceptionnel, mérite toute notre attention et toute notre réflexion. Elle la mérite d'autant plus qu'elle se trouve à un moment décisif de son histoire, où elle risque de fondre « corps et âme » sous la pression aveugle de la promotion immobilière et touristique.

La réflexion sur les archives de Marrakech permet de distinguer deux phases essentielles celle marquée par des efforts d'organisation, de préservation et d'enrichissement , et celle, plus récente, où la négligence et le laisser aller l'emportent sur les saines précautions de l'entretien et de la conservation.

Parlons d'abord des bâtisseurs de la mémoire de Marrakech, autrement dit, de tous ceux qui ont contribué à écrire l'histoire de la ville ou aidé à organiser ses archives.

Le nom qui me vient en premier est celui de l'érudit Abbâs ben Ibrahim Taârji qui a publié dans les années 1930 une immense encyclopédie destinée à immortaliser le souvenir des savants et des hommes illustres de Marrakech. Citons également l'apport de Gaston Deverdun qui fut le créateur de la Bibliothèque Municipale et d'un Fonds d'Archives accessible aux chercheurs. C'est grâce à sa fonction d'inspecteur des monuments historiques et de conservateur de ces archives que l'auteur a pu écrire l'histoire de Marrakech depuis les origines jusqu'à 1912. Ce livre, publié dans les années 1950, reste jusqu'à nos jours la référence la plus consultée, et malheureusement aussi la plus pillée, par les faiseurs de « Beaux-Livres ».

Le regretté Paul Pascon a contribué pour sa part à la connaissance et à l'inventaire des archives de Marrakech. Bien que son ouvrage concerne principalement la région du Haouz, il nous donne un premier état de la documentation existante. Par ailleurs, l'auteur a profité de sa fonction de directeur de l'Office régional de la mise en valeur agricole pour aider à

l'organisation des archives des travaux publics et du génie rural qui constituent le fond le plus important sur la période coloniale dans le Haouz.

La création d'un service régional des archives aurait suffi pour rassembler et conserver une documentation dispersée dans différentes administrations. En l'absence d'un tel service, ce sont des pans entiers de notre patrimoine écrit qui sont en train de s'écrouler dans l'indifférence quasi générale de la société et de ses forces vives.

On découvre aujourd'hui avec surprise et consternation l'existence d'une vieille note du Ministère des Finances qui est encore en vigueur et dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle encourage les administrations à détruire leurs archives. En vertu de cette note officielle, des appels d'offres sont organisés périodiquement pour mettre au pilon les « vieux papiers de l'administration », composés « d'archives mêlées, de registres, d'imprimés, de journaux et de cartons ». Le rédacteur de la note ne se préoccupe nullement du contenu des archives. Seules deux choses l'intéressent : éviter que « des corps étrangers, et autant que possible des papiers carbone et des cartons goudronnés » ne s'y trouvent mêlés, et veiller à ce que la recette soit versée à la Direction des Domaines. Les quelques documents qui ont survécu jusqu'à nos jours attendent, entassés dans des caves et des couloirs obscurs, les budgets exceptionnels prévus pour leur destruction !

C'est ce vide juridique et institutionnel, ce sont les sentences de cette note aveugle qui expliquent, en partie, la dégradation du patrimoine des archives à Marrakech, et probablement dans d'autres villes du Royaume. Quelques exemples suffisent pour illustrer cet état de fait.

Les Fonds d'Archives Municipales, exceptionnels par leur nombre et leur valeur documentaire ( ouvrages, cartes, plans, dessins ... ), furent dispersés dès la fin des années soixante. Tout le travail colossal, auquel Gaston Deverdun a consacré sa vie de chercheur, fut en grande partie dilapidé et pillé. Les Archives de la Chambre d'Agriculture de Marrakech, où on trouve tous les procès verbaux des séances des comités de colonisation qui furent mises à contribution par Paul Pascon, ont également disparu. Le même constat est valable pour les archives de l'ancienne direction régionale de l'urbanisme et de l'habitat dont les fonds furent dispersés au profit non seulement d'établissements publics, mais aussi de cabinets d'architectes privés. Que dire aussi de la collection exceptionnelle des manuscrits de la Bibliothèque Ben Youssef qui, depuis le temps qu'on parle de leur transfert dans un local adéquat, ne connaissent qu'une seule intervention concrète : celle des ravageurs et de l'oubli. Pour le moment, seules les archives déposées dans les caves de l'office du Haouz paraissent mieux protégées. Cependant, une action est nécessaire pour améliorer leur état de conservation et faciliter leur consultation. Outre les archives publiques, il faut mentionner les heurts et malheurs des archives familiales et privées. Je ne citerai que le cas le plus récent : celui de la bibliothèque du grand bibliophile de Marrakech : Ali ben Lamâallem qui vient de mourir. Si rien n'est fait pour sauver cette bibliothèque, ou du moins aider les héritiers du défunt à la conserver, ce n'est pas un fonds d'archives de plus que Marrakech aura perdu, mais tout un pan de la mémoire de la ville, patiemment construit et jalousement gardé.

Marrakech en tant que ville universitaire, ancienne capitale d'empire et métropole régionale, mérite d'être dotée d'une grande Bibliothèque Municipale, où seront rassemblées et conservées toutes les archives de la Région Tensift-al-Haouz. Une bibliothèque à la mesure du passé impérial de la ville et de son monument le plus prestigieux : la Mosquée Koutoubia., à la fois emblème et phare, s'élevant dans le ciel et célébrant par la langue de l'architecture le règne du Créateur et du Livre.

Un tel investissement se justifie amplement dans une ville aux héritages riches et variés. Une ville appelée à devenir le plus grand pôle d'économie du patrimoine et la première destination du tourisme culturel au Maroc.

## Résumé des interventions et des débats de Rabat – 8 et 9 octobre 2009

### Ouverture

Le Professeur **Mohammed El Faiz**, économiste et historien de l'hydraulique, ouvre le séminaire en rappelant que le partenariat entre l'Université Caddi Ayyad de Marrakech, la bibliothèque Nationale Royale du Maroc à Rabat et l'IRD est très fort. La rencontre permet de présenter deux années d'activités autour du projet « archives de l'irrigation en méditerranée », projet soutenu par la Maison des Sciences de l'Homme à Paris et faisant parti du FSP « sciences sociales au Maghreb 2006-2009 », coordonné par le Pr Aymard. Il remercie Henri Guillaume pour l'appui de l'IRD au Maroc et Driss Krouz, le directeur de la BNRM pour accueillir cette rencontre dans ce site remarquable dédié à la culture.



Photo 3. Ouverture du colloque le 8 octobre dans la salle de conférence de la BNRM

De gauche à droite :

M. Henri Guillaume, représentant de l'IRD à Rabat

M. Driss Khrouz, directeur de la BNRM

M. Mohammed El Faïz, coordinateur marocain du projet

M. Tanouti, vice président de l'université Caddi Ayyad de Marrakech

Au premier plan, la carte des zones irriguées de la Méditerranée en 2000, dressée par la FAO.

Le directeur de la BNRM, M. **Driss Krouz** salut l'initiative de réunir à Rabat à la BNRM une rencontre sur l'histoire comparée des irrigations et le rôle des archives pour un développement durable. C'est l'occasion de revoir des collègues des autres pays maghrébins et de rappeler certaines utopies des années 1980, où beaucoup se sentaient citoyens du monde et de l'Afrique du Nord de Rabat au Caire. Il souligne qu'aucune civilisation n'avance sans recherche et sans mémoire : « le patrimoine relève de plusieurs approches, instrument, institution, démarche, priorité, cheminement. L'archive est avant tout un problème politique ». La question de l'eau est centrale dans les sociétés méditerranéennes. Il s'agit de rapports de force qui s'exercent à toutes les échelles, locale et nationale, tribale et étatique. Pour élaborer des stratégies et envisager l'avenir, il faut intégrer les questions de mémoire. Les eaux d'irrigation et les eaux potables entrent dans la catégorie des services publics. Leur gestion reproduit les inégalités sociales. L'interrogation des archives va au delà de la question de mémoire, c'est une question d'histoire. Là, il ne s'agit pas d'être neutre, mais d'être objectif. L'eau appartient à personne, mais la pollution est bien à tout le monde. Les usages actuels sont catastrophiques.

Driss Khrouz affirme que, pour que l'eau soit gérée durablement, il faut éviter trois écueils : le nationalisme étroit sur l'eau, car il faut savoir agir pour les autres ; la spéculation financière qui donne trop de pouvoir ; l'eau qui devient un enjeu comme base de conflit. En allant vers les archives de l'eau, on engage une discussion pour éclairer l'avenir. On doit se préparer à discuter. C'est la raison pour laquelle Driss Khrouz salut ce réseau de recherche et de formation et qu'il envisage de contribuer à d'autres événements similaires.

**Henri Guillaume**, représentant de l'IRD à Rabat, remercie M. Driss Khrouz pour l'accueil autour d'une rencontre qui conjugue histoire et tradition et ouverture sur le monde et sur l'avenir. Les études sur les ressources en eau et leurs modes de gestion dans les zones arides et semi-arides sont des défis au nord et au sud de la Méditerranée. L'UCAM et l'IRD travaillent dans ces thématiques depuis quelques années, notamment avec le projet ISIIMM - innovation sociale et institutionnelle de l'irrigation méditerranéenne, 2003-2007- qui associaient six pays (Egypte, France, Italie, Liban, Maroc et Espagne ) et était déjà coordonné par M. El Faiz (Maroc) et T. Ruf (animation scientifique globale). Ici, avec ce projet, la priorité est donnée à la dimension historique et à l'ouverture sur le Maghreb. A travers des recherches sur les archives, on voit une contribution spécifique des sciences sociales sur les enjeux de la gestion des eaux : techniques, savoir-faire, usages, accès, etc. Ces regards interpellent. Ainsi, au Maroc, l'avenir de la petite agriculture familiale est à nouveau posée. L'existence d'ouvrages hydrauliques anciens mais toujours fonctionnels comme les khetaras ou les seguias amène à réfléchir sur les modes de gestion à prendre en compte dans le développement rural actuel : alternatives, réhabilitation, écotourisme, patrimoine des ouvrages et importance des archives les concernant. Henri Guillaume souligne que ces recherches ont été très liées à la formation supérieure et à l'accueil de chercheurs et d'étudiants.

**M. Tanouti**, vice président de l'université Caddi Ayyad de Marrakech, exprime un intérêt personnel pour le sujet de ces rencontres, lui qui travaille habituellement en sciences, mais aussi qui s'intéresse au patrimoine bâti. L'eau est rare et son utilisation pas toujours intelligente. L'eau a une place centrale dans le développement des sociétés. Autrefois, il s'agissait d'amener l'eau, aujourd'hui, il y a des problèmes de ressources et de mobilisation. Une centaine de chercheurs y travaille à Marrakech, et l'université collabore avec l'IRD. On explore même la modélisation à partir d'images satellite pour le Haouz – Tensift. Mais depuis dix ans, une nouvelle prise de conscience apparaît. L'hydraulique est aussi un patrimoine. Il

faut s'appuyer sur l'histoire. Le bassin méditerranéen est un creuset de civilisations qui a vu se développer des échanges, des mobilités, des relais mais aussi des conflits. Au cours du Moyen Âge, la civilisation islamique a contribué à la renaissance de l'Europe. Aujourd'hui, de Tanger à Barcelone, de Naples à Marseille, le vécu des personnes est essentiel et il faut réfléchir ensemble aux questions d'eaux et de sociétés. En outre, présenter le patrimoine aux nouvelles générations est important.

## **Session 1 - Histoires de l'hydraulique et des institutions de l'irrigation en Méditerranée**

Présidée par l'anthropologue **Toufik Ftaita**, cette session vise à cadrer les grands moments de l'histoire de l'irrigation en Méditerranée. Toufik Ftaita précise d'emblée que les archives ont été à la base de nombreux travaux en géographie et en histoire, mais que les autres disciplines de sciences sociales et humaines s'y intéressent aussi, notamment pour contextualiser les faits observés sur le terrain. Pour traiter du fonctionnement des sociétés, des droits, des techniques, des diffusions des savoirs, on a besoin de cadres et de fondations provenant de témoignages du passé, accessibles sous différentes formes (on reviendra sur les types d'archives dans les différentes sessions).

### **1.1. Les grands traits de l'histoire comparée de l'irrigation en Méditerranée**

**Thierry Ruf**, géographe de l'IRD montre comment l'irrigation est une donnée ancienne de la Méditerranée, où elle est apparue dès l'antiquité dans l'arc oriental et s'est développée au cours du Moyen Âge dans l'arc occidental, notamment sous l'impulsion de l'Islam, venant de la rive sud mais aussi par les confrontations et les échanges passant par la rive Nord. Plusieurs modèles politiques se constituent, parfois très centralisateurs comme le modèle ottoman, parfois plus composites comme dans le monde arabo-andalou ou bien plus disparates dans l'Europe médiévale. C'est au XIX<sup>e</sup> siècle que les épopées hydrauliques reprennent, singulièrement en Egypte avec l'édification du premier grand barrage sur le Nil décidé par Méhemet Ali. Celui-ci canalise les velléités saint simoniennes de construction du canal de Suez vers un ouvrage donnant plus de richesse et d'autonomie pour l'Egypte, province qui échappe inexorablement à la puissance de Constantinople. De cette expérience mitigée (le barrage n'est pas réussi et les Saint simoniens sont expulsés d'Egypte), naît un grand intérêt pour changer le monde ancien en Europe, promouvoir l'hydraulique et le capitalisme au Nord, et accompagner le mouvement colonial qui s'amplifie après la conquête de l'Algérie en 1830. Dès lors, la force hydraulique et l'économie de réseaux donne un avantage immense à leurs promoteurs.

Au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'hydraulique devient une des armes de propagande des régimes extrémistes, tandis qu'au Sud, elle contribue à assujettir les peuples colonisés. Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, pour relancer l'économie et mobiliser les nouvelles générations rurales, les Etats deviennent les organisateurs de vastes projets intégrés et dirigés en fonction des plans de développement quinquennaux ou quadriennaux. Cependant, la direction de ces ensembles s'avère difficile et peu à peu, les systèmes périlissent au profit de nouvelles solutions technologiques fondées sur de l'hydraulique individuelle. Ainsi le XXI<sup>e</sup> siècle commence avec la coexistence de systèmes anciens communautaires mal reconnus, des systèmes étatiques en fin de règne et des systèmes individuels de captation excessive des nappes d'eau souterraines.



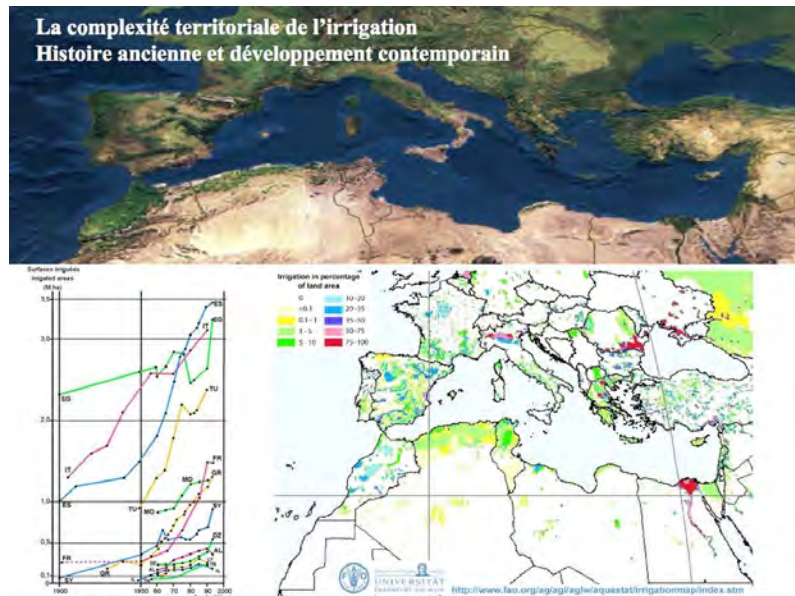


Figure 1. Extrait de la présentation de Thierry Ruf : L'expansion de l'irrigation au XXe siècle aboutit à un triplement des zones irriguées. Anciens systèmes et nouveaux se côtoient avec des institutions et des pratiques très différentes.

Le projet « archives de l'irrigation en Méditerranée » a cherché à documenter ces trajectoires sur des cas concrets, bien documentés au Nord et au Sud de la Méditerranée. Il ne s'agissait pas de tout traiter, on n'avait d'ailleurs pas le temps matériel, mais d'esquisser une histoire comparée sur des connaissances solides. Il y a donc eu des recherches portant sur les auteurs anciens, en langue arabe et en langue française. Et des terrains exemplaires, non des modèles, mais des histoires singulières comprises à partir de cette démarche rétrospective : un espace est aménagé, c'est avant tout un territoire délimité par des réseaux hydrauliques et par des institutions humaines, reflets d'organisations sociales complexes en lien avec la longue histoire.

Le projet étant avant tout un réseau d'échange et d'expérience et fonctionnant sur la formation, seules quelques zones ont été retenues et sont présentées dans cette rencontre de Rabat. Elles figurent sur le plan ci après.

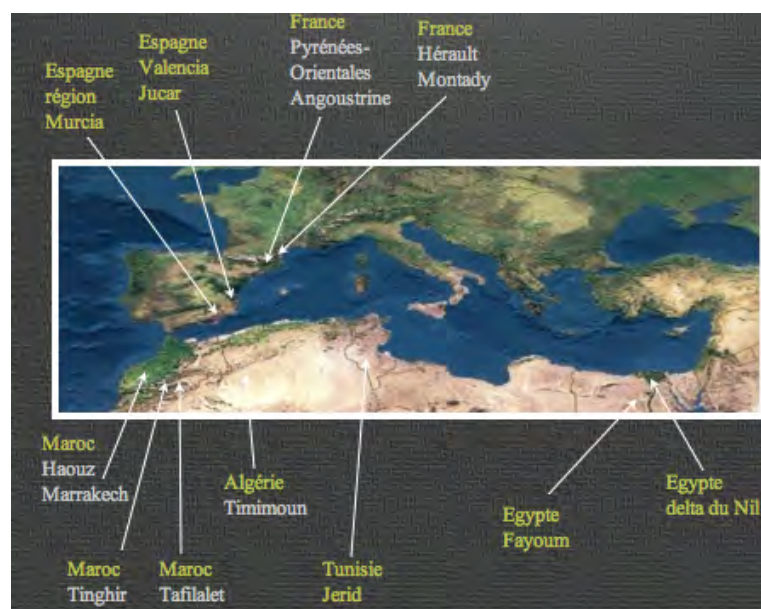


Figure 2 : extrait du site web du projet. En blanc, les travaux de terrains documentés et présentés (auxquels il faut ajouter le Fayoum égyptien, et Tiznit au Maroc). En jaune, des sites utilisés pour comparer.

## 1.2. L'apport des archives techniques écrites à l'histoire des irrigations dans le Monde arabo-musulman

**Mohammed El Faiz** rappelle l'importance du patrimoine hydraulique en Méditerranée, en particulier dans tout le monde musulman. Le génie d'une civilisation est de valoriser et produire à partir des eaux tout en évitant les conflits. D'où vient le génie répartiteur et aussi constructeur ? Tous les pays se sont adaptés aux climats arides et semi-arides et pour se faire, l'école hydraulique arabe a produit des textes très importants du IX<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> Siècle. La langue arabe a été le véhicule de l'information. On peut citer Al Karajî qui compose en Iran en 1017 le traité de l'exploitation des eaux souterraines, un ouvrage majeur sur le sujet. D'autres auteurs publient des traités de mécanique à Bagdad, au Caire ou à Damas. Au Maroc, à Fès, Al Fachtâlî publie au XVII<sup>e</sup> Siècle un ouvrage sur les quote-parts d'entretien sur les canalisations ou les conduites d'eau potable. Différentes iconographies permettent de se faire une idée sur les machines hydrauliques destinées à relever l'eau. On trouve même dans ce génie constructeur des automates capables de servir à boire.

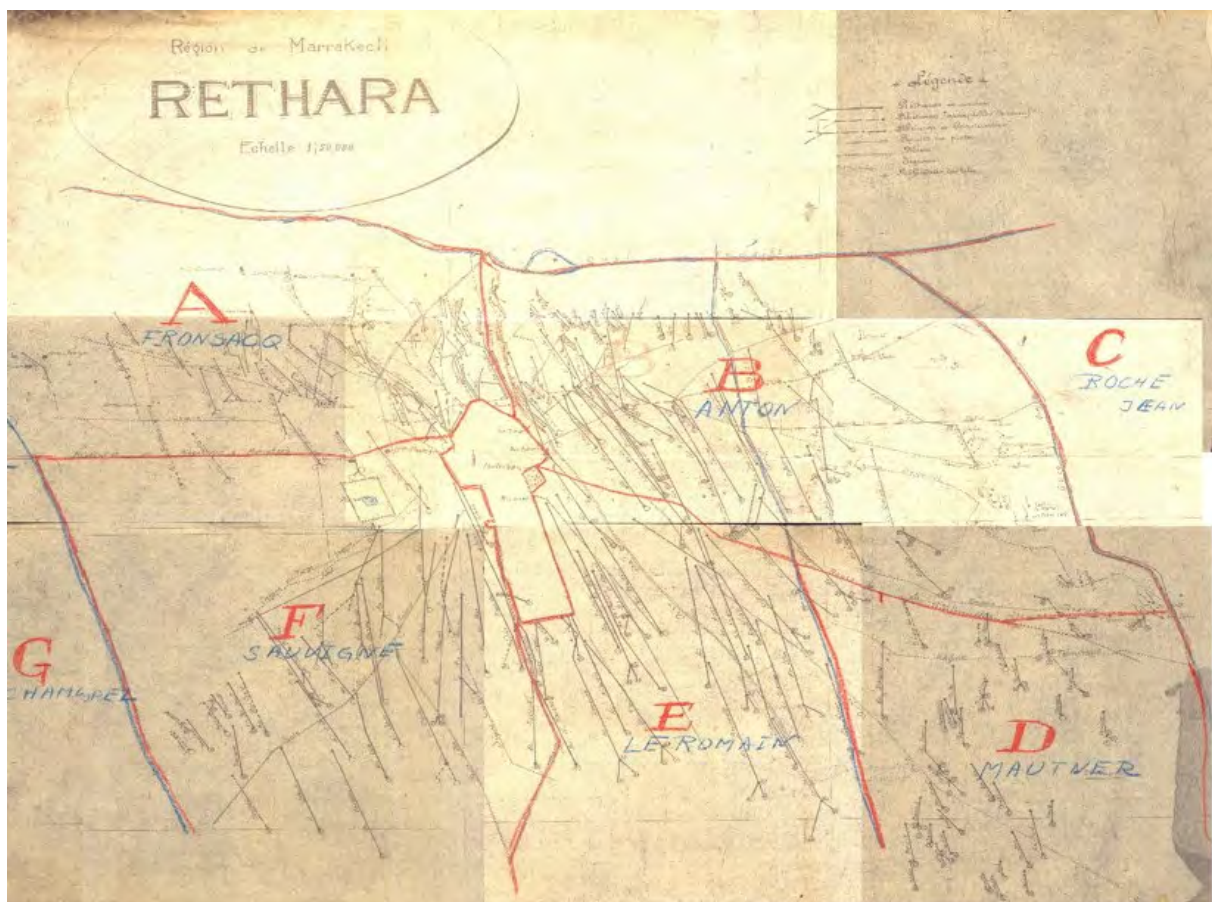


Figure 3. Carte des khattaras de Marrakech dans les années 1940. Sources : Archives de l'ORMVAH, Marrakech

Les galeries drainantes, les roues élévatrices et les aqueducs constituent des ouvrages majeurs qui traversent toute cette période. Mais ces éléments s'accompagnent aussi de dispositifs ingénieux de répartition des eaux entre les utilisateurs, dans l'espace et dans le temps. On trouve même des systèmes d'arrosage localisé des arbres à base de jarres enterrées, dont le remplissage permettait une bonne et lente diffusion de l'eau dans la terre. En Tunisie, El Amami (1983) proposa de moderniser cette technique en interconnectant les jarres avec un réseau d'irrigation gravitaire.

Mobiliser le génie bâtisseur et répartiteur des oasiens semble nécessaire pour reconnaître le patrimoine hydraulique commun au monde arabe, à l'Espagne, à la Chine. Cette valorisation ouvre des espaces de dialogues entre les peuples de la Méditerranée.

### **1.3. Les associations à caractère hydraulique en Tunisie à l'époque coloniale**

**Habib Belaid** travaille sur les associations collectives de l'irrigation en Tunisie, relativement peu abordées par les historiens jusqu'à présent, ou alors par le biais d'étude de titres fonciers où apparaissaient des références à ces organisations collectives. Les archives permettent de préciser la dynamique de création d'associations. Au XIXe siècle et jusqu'en 1920, il s'agit surtout d'organiser des points d'eau potable. Ensuite, des années 1920 à 1950, les travaux agricoles dominent et des groupements d'intérêt entrent en service. L'ouverture à Tunis des archives des travaux publics facilite ces recherches. Cela se présente comme des périmètres dans lesquels la décision de constituer une association s'accompagne d'un dossier technique conséquent, avec carte, description, listes, pétitions, eaux mobilisées, superficies concernées, cultures pratiquées. Dans les archives de Vincennes ou de Nantes, on consulte les séries qui contiennent les arbitrages du Secrétariat Général de Tunisie (plusieurs master en cours actuellement).

Dans la période coloniale, le caractère public de l'eau s'affaiblit. Au début, l'administration ne fait qu'appuyer les initiatives privées. Après 1920, elle intervient pour développer l'irrigation et débloquer certains freins. L'idée de syndicats d'arrosage est émise mais ce sont finalement des associations d'intérêt hydraulique qui sont sporadiquement créées, 11 entre 1900 et 1920, 11 entre 1920 et 1930, créées sur des forages artésiens, puis une accélération se produit avec tous les chantiers organisés par l'administration coloniale pour l'irrigation, l'assainissement, la lutte contre l'inondation. Les archives concernant chaque association sont très riches et de nombreux éléments perdurent aujourd'hui dans les délimitations, les techniques, les savoirs-faire. Mais ce mouvement vient bien d'en haut et il n'a pas toujours de grands effets. En 1937, 16 groupements d'associations sont créés pour fédérer dans chaque région deux ou trois associations locales. Ce sont les colons qui bénéficièrent le plus de ces dispositifs, mais cela constitue un maillon intéressant dans l'histoire tunisienne.

### **1.4. Débat**

Slimane Bedrani explique que le CREAD à Alger a formé une équipe de recherche sur les économies d'eau. Il réagit en souhaitant ne pas idéaliser le passé. Le risque serait de croire que tout aurait été inventé il y a des siècles et que les choses s'étant détériorées, il suffirait de revenir au temps jadis. C'est une tendance qu'on observe dans les pays arabes mais cela condamne à l'inaction. On pourrait même dire qu'il y a dans le passé des choses qu'on ferait mieux d'oublier. Certes, le peuple a besoin de son histoire, retrouver ses racines, tirer des expériences. Connaître de façon correcte l'histoire de l'eau en Méditerranée, c'est important, mais savoir qu'il y a eu des traits de génie à certaines époques dans certaines sociétés ne nous renseigne pas aujourd'hui sur les choix à faire. Actuellement, les technologies de l'eau sont plus efficaces et mobilisent l'eau à moindre coût. De plus, on ne peut plus se contenter de techniques anciennes avec une population qui croît.

Mohammed El Faiz admet que le passé est le produit d'une époque. Mais les intellectuels arabes ont mal apprécié le passé en tant que tel. Il y a eu une fuite en avant.



Thierry Ruf souligne que si les techniques changent, les éléments à régler sur le plan collectif sont toujours similaires, mobiliser l'eau, créer des maillages et des réseaux, assurer les distributions équitables, établir des institutions capables d'assurer le fonctionnement... Certaines techniques renaissent en ce moment dans les oasis du sud, comme les khattaras réhabilités par les familles héritières des droits d'eau anciens. Par ailleurs, la prise de conscience de la transmission des savoirs hydrauliques en langue arabe n'est pas inutile pour l'ensemble des riverains de la Méditerranée.

M. Tanouti discute l'idée de l'âge d'or de l'Islam, qui n'a jamais vraiment existé. Mais il soutient une démarche d'analyse nouvelle du patrimoine et aussi des échecs qui jalonnent le passé, « afin de se concilier avec notre histoire ».

## Session 2 - Les archives des galeries drainantes souterraines (khattara, foggara, qanat...) au Maghreb : un legs à valoriser

La session est présidée par **M. Heurtebise**, directeur des archives diplomatiques de Nantes.

### 2.1. Les Khettaras du Haouz de Marrakech et l'éclairage des archives.

**Mohamed El Gouch**, doctorant de l'université de Marrakech, présente la part importante des eaux souterraines dans le bilan général de l'eau au Maroc. Sur 20 milliards de mètres cube mobilisables, 4 proviennent des nappes et celles-ci sont très sollicitées par des pompes modernes, dont l'exploitation entre en concurrence avec les khattaras. L'agence de l'eau du Tensift à Marrakech produit une carte de localisation de milliers de points de pompage qui ont affecté de manière irrémédiable l'alimentation des galeries traditionnelles. Les niveaux des nappes qui les alimentaient a tellement baissé que l'on ne peut plus guère envisager une adaptation des acteurs locaux (allongement de la khattara pour rattraper la nappe souterraine plus en amont dans les collines proches du Haut Atlas, ou rabaissment de la galerie de quelques mètres). L'extinction des 600 khattaras qui alimentaient la palmeraie de Marrakech s'est produite en moins de 30 ans, à partir des années 1970.

### Le système de la Khettara:

#### Une technique de drainage de l'eau

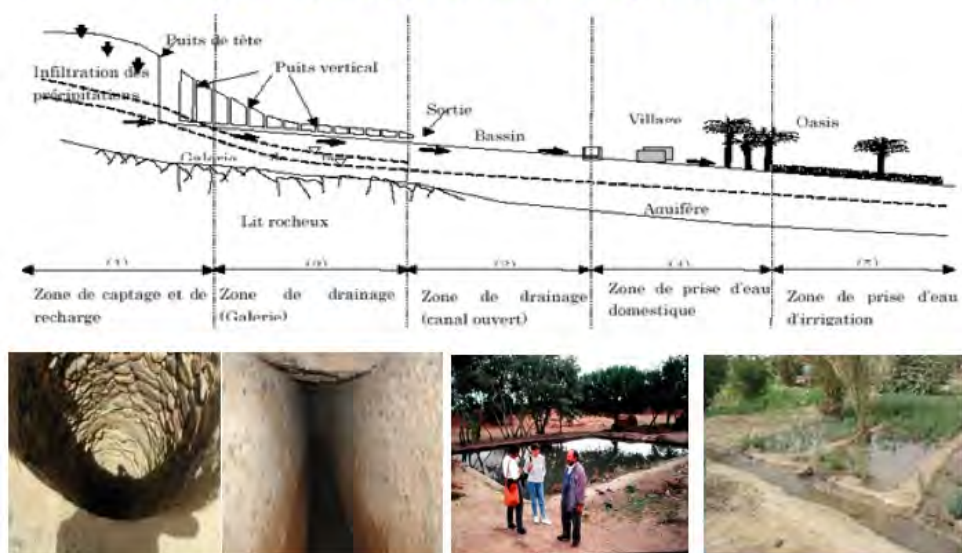


Figure 4. Principes de fonctionnement de la khattara et identifications des espaces et interventions humaines

Les archives de l'ORMVAH permettent de comprendre comment l'administration hydraulique a préféré miser sur des investissements modernes et compenser les manques d'eau par une politique de transfert, via le canal de Rocade. Au cours de cette phase très active d'aménagement de grande hydraulique à partir de trois barrages, l'Office a privilégié la vision des réseaux modernes sans se représenter l'ensemble des systèmes présents sur le terrain. On reviendra dans la session suivante sur la question des réseaux gravitaires des seguias qui utilisent les eaux de surface, souvent non régulées par des barrages. Mais la disparition des khattaras est devenue une chose bien réelle. Plus de 900 kilomètres de galeries ne servent plus à rien, à l'exception de quelques unes encore en service réduit, dans le sud-ouest de Marrakech (figure 5 - Tamesloht).

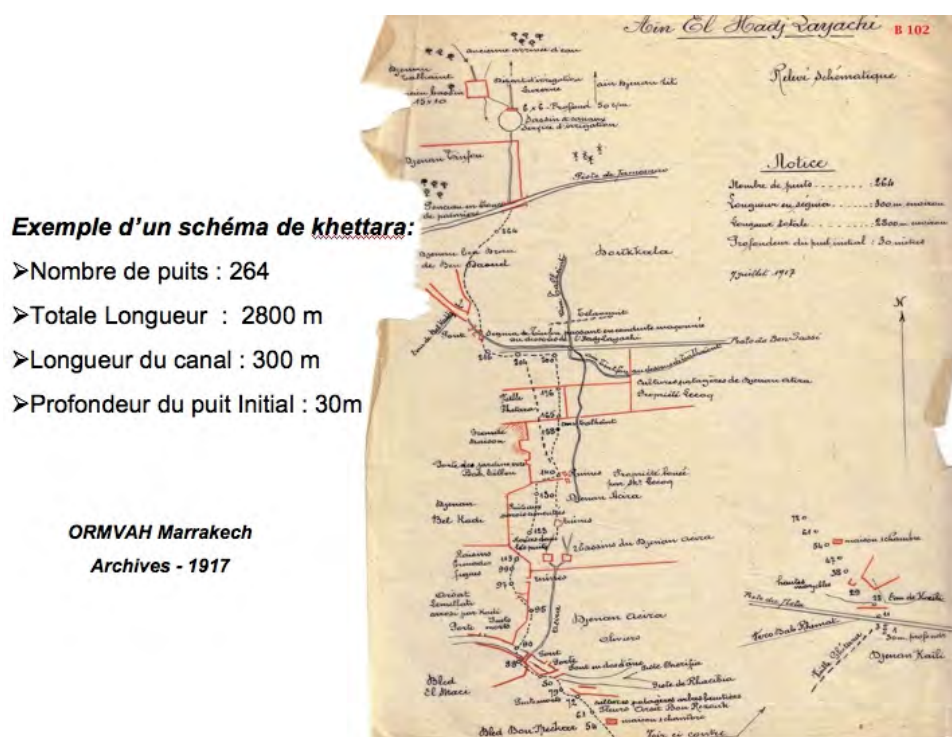


Figure 6. Description de la khattara Ain el Haj Layachi en 1917 (sources archives de l'ORMVAH)

Les khattaras du Haouz sont particulièrement bien documentées dans les archives durant la période du protectorat (1912-1955). On trouve des descriptifs très précis des ouvrages dès 1917, puis par la suite des dossiers liés à la surveillance et aux travaux (figure 6). L'espace des Khettaras était surveillé par des ingénieurs qui effectuaient des mesures de débit régulières et alertaient les services sur les défaillances (voir la figure 3 plus haut). On trouve aussi des demandes de construction de khattaras par certains colons qui en percevaient tout l'intérêt : une eau accessible sans énergie et disponible toute l'année. Les khattaras n'étaient pas toutes privées. Plusieurs d'entre elles appartenaient au domaine public pour arroser les grands jardins de la ville. La plupart étaient gérées par des assemblées traditionnelles regroupant les familles d'ayant droits.

Le travail sur les cartes anciennes a permis d'élaborer une géographie singulière des khattaras dont la disposition serait organisée en séries de champs captant, zones de transport souterrain de l'eau et zones d'usage des eaux dans des lieux assez délimités (voir carte interprétée – figure 7). Selon cette approche, le système des khattaras ne serait pas une juxtaposition d'ouvrages réalisés au gré de la géographie et des initiatives des puissants, mais un hydrosystème collectif alternant les zones de collecte d'eaux et d'usage, redonnant plusieurs



fois par les pertes d'eau gravitaire des ressources pour les séries de galeries à l'aval. La régression des khetaras ne serait donc pas un phénomène local et aléatoire, mais bien la résultante de comportements massifs. Les pompages d'aval vers le Tensift auraient donc été aussi facteurs d'épuisement que les pompages intermédiaires ou amont.

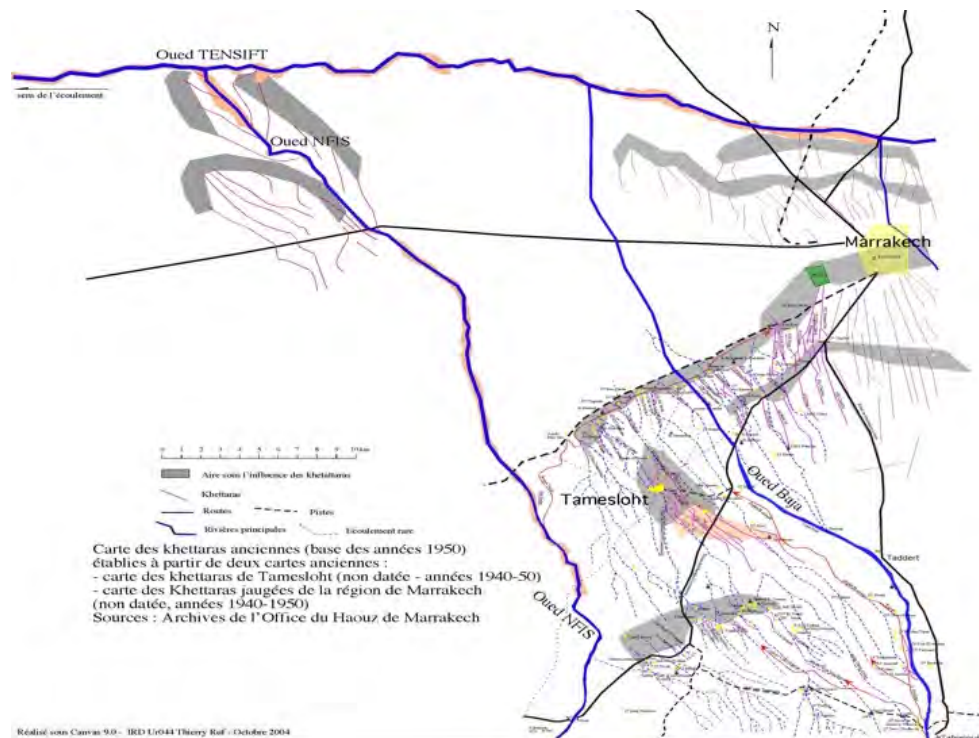


Figure 7. Représentation des zones d'usage des eaux drainées dans les bassins captant successifs. Sources : T. Ruf, après rapprochement des cartes historiques de l'Ouest de Marrakech conservées aux archives de l'ORMVAH)

Pour conclure, ce qui est remarquable dans cette recherche qui va du terrain au document ancien conservé dans les archives, c'est l'attention nouvelle des responsables du service de gestion des réseaux et du drainage pour ce patrimoine dégradé, mais socialement encore très vivant, si on en juge par la permanence des cheiks de khetaras, toujours prêts à faire revivre un jour leur ouvrage si l'eau revenait.



Photo 4. Entretien du Pr Mohammed El Faiz, du chef du SGRID de l'ORMVAH, M. Lahcen Ouzine avec le cheikh de la khetara encore vive à Tamesloht.

## 2.2. L'Avenir de la gestion sociale de l'eau dans l'oasis de Todgha à la lumière des mutations socio-économiques.

**Mustapha Haddache**, étudiant en économie à l'université de Marrakech, présente la zone oasienne de Tinghir dont la particularité est de ne dépendre d'aucun barrage réservoir et d'associer des ouvrages de dérivation des eaux de l'oued Todgha et, à l'aval de l'oasis, des khetaras anciennes, puis des stations de pompage dans la plaine de Khelil. Les précipitations locales très faibles et les températures élevées donnent à cette région un caractère aride. Les précipitations dans le haut bassin alimentent des crues et rechargent des nappes d'où surgent deux grandes sources pérennes. Plus de 4000 familles se partagent 2500 hectares irrigués par des dispositifs variés et selon des modalités spécifiques selon les terroirs de la vallée (figure 8. eaux pérennes, tour d'eau hivernal, tour d'eau estival, khetaras pérennes, motopompes).

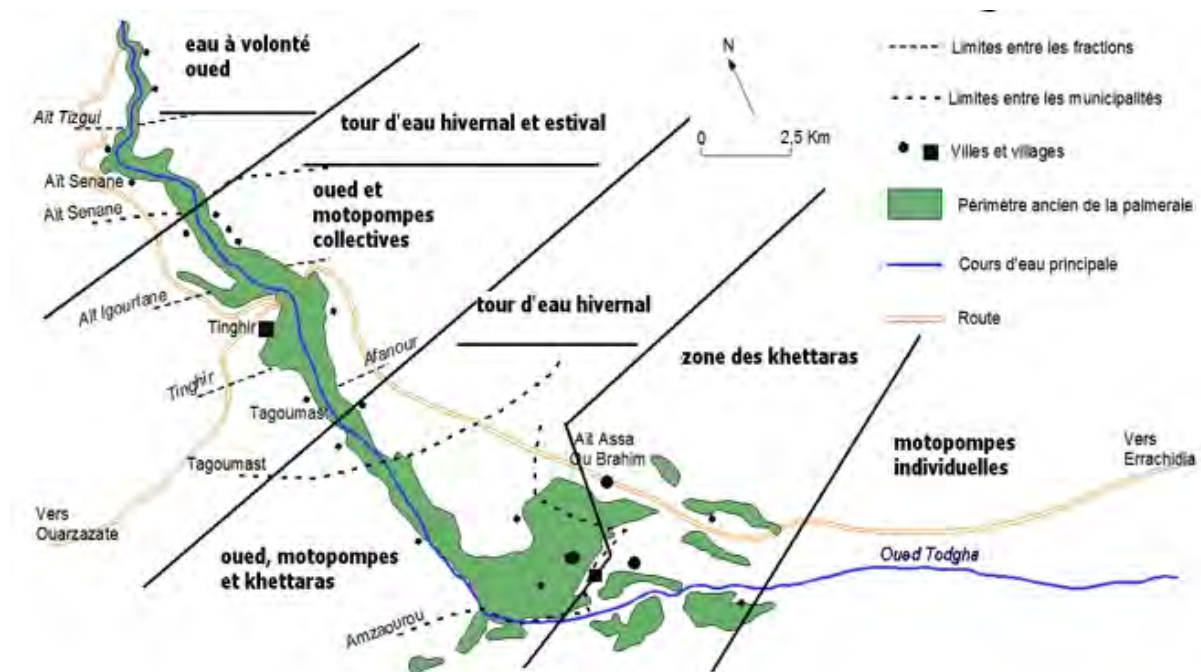


Figure 8. Cartes des accès différenciés aux eaux dans l'oasis du Todgha.

Historiquement, la vallée du Todgha rassemblait deux populations principales, les Ait Todgha dans l'amont, les Ait Atta dans l'aval. Sous le protectorat, l'administration militaire française favorisa une segmentation plus forte en sous-groupes rivaux. Aujourd'hui, l'oasis connaît des mutations socio-économiques qui transforment brutalement les structures locales et modifient le construit historique millénaire de la gestion sociale de l'eau. Le premier exemple facile à observer est l'impact de l'urbanisation de Tinghir sur l'équipement hydraulique ancien. La khetara de Tagoumast a ainsi disparu avec l'étalement des quartiers nouveaux que l'on peut documenter à partir des anciennes photographies aériennes trouvées aux archives de Vincennes, et des images satellites récentes (figure 9).

Moins observable directement est la pression sur les ressources, terres et eaux, qui a pour conséquence de ne pas donner à chaque famille agricole des ressources alimentaires et monétaires suffisantes pour vivre dignement. Cela affecte toutes les catégories sociales, en particulier les métayers khammes qui vivaient de contrats de culture au 1/5<sup>e</sup>. Globalement, la pluriactivité s'est généralisée, en incluant la migration internationale en France (Souvent autour de Montpellier). L'oasis vit ces transformations de manière différenciée selon les



villages et les disponibilités en eau. Le retour en eau des khattaras lié à l'abondance des pluies depuis 2005 corrige partiellement les tendances générales.

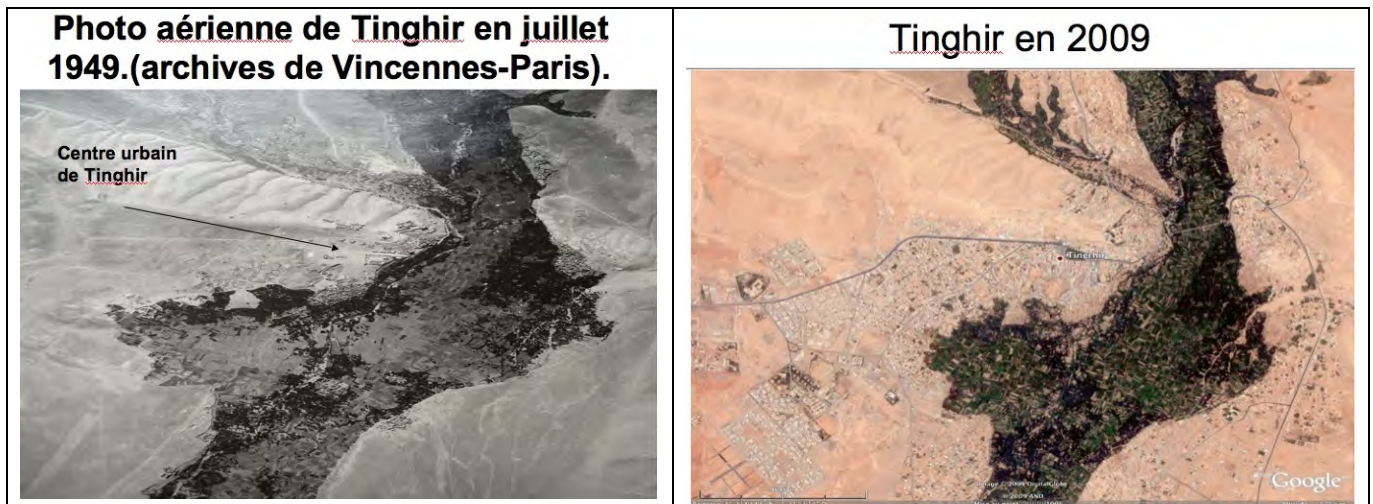


Figure 9. L'expansion du centre urbain de Tinghir créé pendant le protectorat, modifie les accès à l'eau du village de Tagoumast qui perd sa khattara.

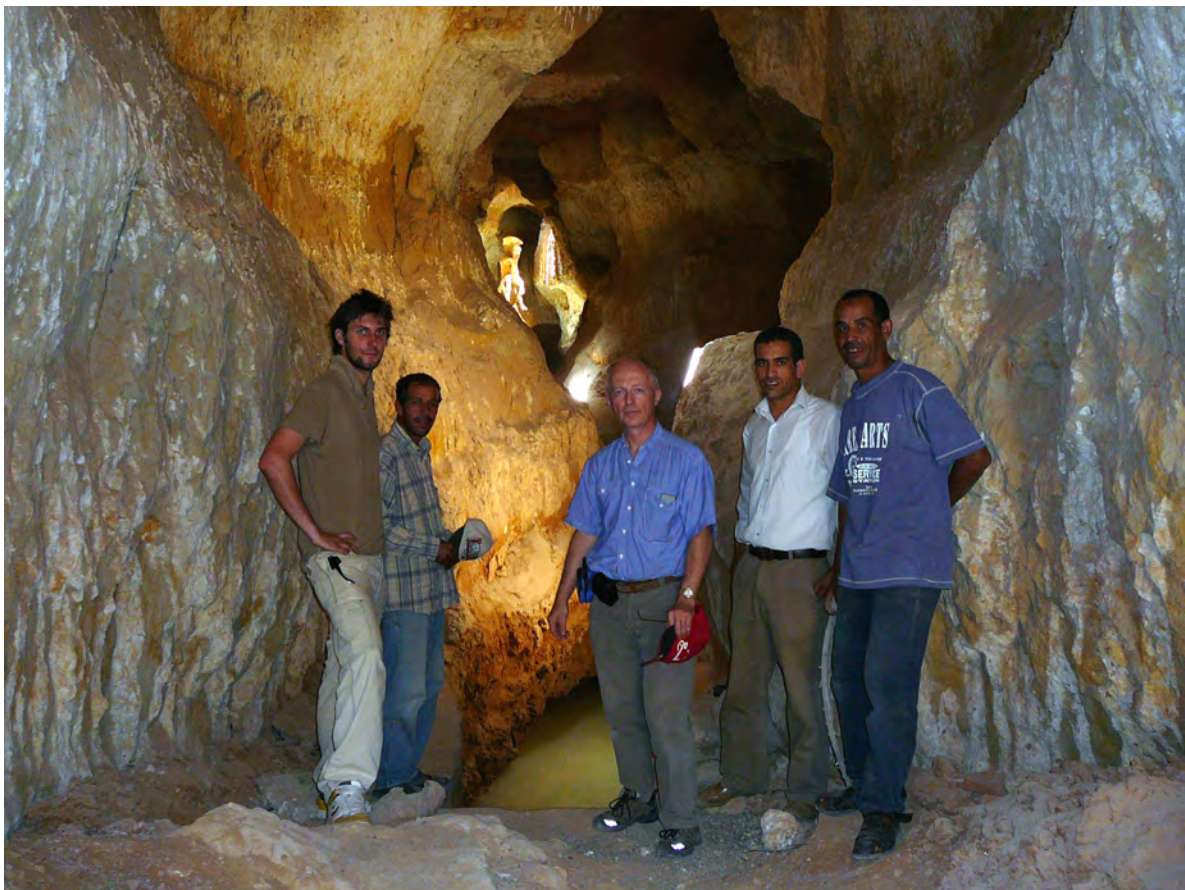


Photo 5. La khattara agdima dans l'oasis de Tinghir, visitée en 2008 avec Mustafa Haddache (étudiant de l'UCAM) et Guillaume David (IRC supagro Montpellier), Thierry Ruf (IRD) et les responsables du chantier de maintenance. C'est sans doute le plus bel exemple de khattara ancienne au Maroc, encore vive avec un débit important de 40 à 60 l/s (voir également la contribution de Mhamed Mahdane dans la session 3)



### 2.3. Le Système des Foggaras en Algérie, situation et perspectives

**Yasmina Yacoubi**, chercheuse et doctorante en économie du CREAD d'Alger rappelle les origines orientales des qanats dont le développement commence il y a 3000 ans en Perse, et le développement en Afrique du Nord correspond à l'expansion de l'Islam. Ces galeries drainantes prennent des noms spécifiques dans les pays : Foggara en Algérie, Qanat en Iran, Khettara au Maroc, Ngoula ou Kriga en Tunisie, Falj au Sultanat Oman, Kariz au Pakistan et en Chine, ou Mina en Espagne. Dans le Sahara Algérien, les Foggaras auraient été introduites au XI<sup>ème</sup> et XII<sup>ème</sup> siècle par El-Malik El-Mansour qui aurait creusé les premières Foggaras à Tamentit (à 15 km d'Adrar).



Figure 11. Carte de l'Algérie

Le système de Foggaras s'étend tout le long de la vallée de la Saoura en contrebas du plateau de Tadmaït. Les foggaras drainent les eaux des grandes nappes sahariennes :

- La nappe du Continental Intercalaire (CI) ou Albién qui affleure dans les régions du Touat-Gourara et Tidikelt et la nappe du Continental Terminal (CT).
- Les résurgences au pied du plateau de Tadmaït des sources et les foggaras ont permis la création de nombreuses oasis et Ksours, dont certains sont devenus célèbres (Timimoun, Tamentit, ...)



Photos 6 et 7. Oasis de Gourara. Distribution caractéristique en forme de peigne (débits continues)

Les foggaras n'ont pu exister que grâce au travail des esclaves, dans le cadre d'une société hiérarchisée (figure 12).



figure 12.

Durant l'époque coloniale, malgré la loi, le système esclavagiste a été plus ou moins maintenu et les foggaras ont continué à être entretenues, d'autant plus que des subventions sont parfois allouées aux propriétaires pour les entretenir. Cela a perduré y compris au début de l'indépendance. La RA est venue bouleverser totalement cet ordre. Dès lors que l'esclavage disparaît, la foggara périclité.

Depuis la RA dans les années 1970 jusqu'à l'heure actuelle, les foggaras jouent un rôle économique de moins en moins important. Leur entretien dépend presque entièrement du budget alloué par l'Etat. Ce dernier veut en conserver un certain nombre en tant que patrimoine national. En outre, l'Etat y trouve prétexte pour faire du social (emploi des jeunes chômeurs).

Les foggaras sont très fortement concurrencées par les nombreux forages profonds réalisés sur le plateau du Tadmait par les néo-agriculteurs sahariens. Ces forages, mais aussi ceux réalisés dans tout le Nord du Sahara, sont exploités intensivement, provoquant le rabattement de la nappe et donc le tarissement progressif des foggaras existantes

#### **Quelques données sur les Foggaras Tidikelt-Gourara-Touat**

Nombre total de Foggaras : 1393

Foggaras fonctionnelles : 915

Foggaras tarées : 478

Longueur cumulées de toutes les Foggaras: 2324Km

Nombre de puits : 187260

Tidikelt : 4 palmeraies

Gourara : 85 palmeraies

Touat : 125 palmeraies (surface totale: 5227ha)



## 2.4. Les Khettaras du Tafilalet au Maroc: inventaires et voies de valorisation

**Hamid Ouhammadou et Sylvie Speorrry** ont travaillé ensemble dans l'équipe de recherche sur le Tafilalet, dans le cadre du projet IGEOT<sup>1</sup> et du projet AIME.

Hamid Ouhammadou, doctorant de l'université de Marrakech, travaille sur la gouvernance dans le développement du Tafilalet, vaste région oasienne irriguée dans sa plaine centrale par les eaux régulées de l'oued Ziz (Barrage Hassan Addakhil, 1971) et par les eaux non régulées de l'oued Gheris. Cette ensemble oasien comprend également une très forte densité de khettaras, en particulier sur la rive droite de l'Oued Gheris (figures 13 et 14). Contrairement à ce qui s'est passé à Marrakech, de nombreuses khettaras sont encore vives et celles qui étaient tarées dans les années 1990 sont maintenant réhabilités par la population.

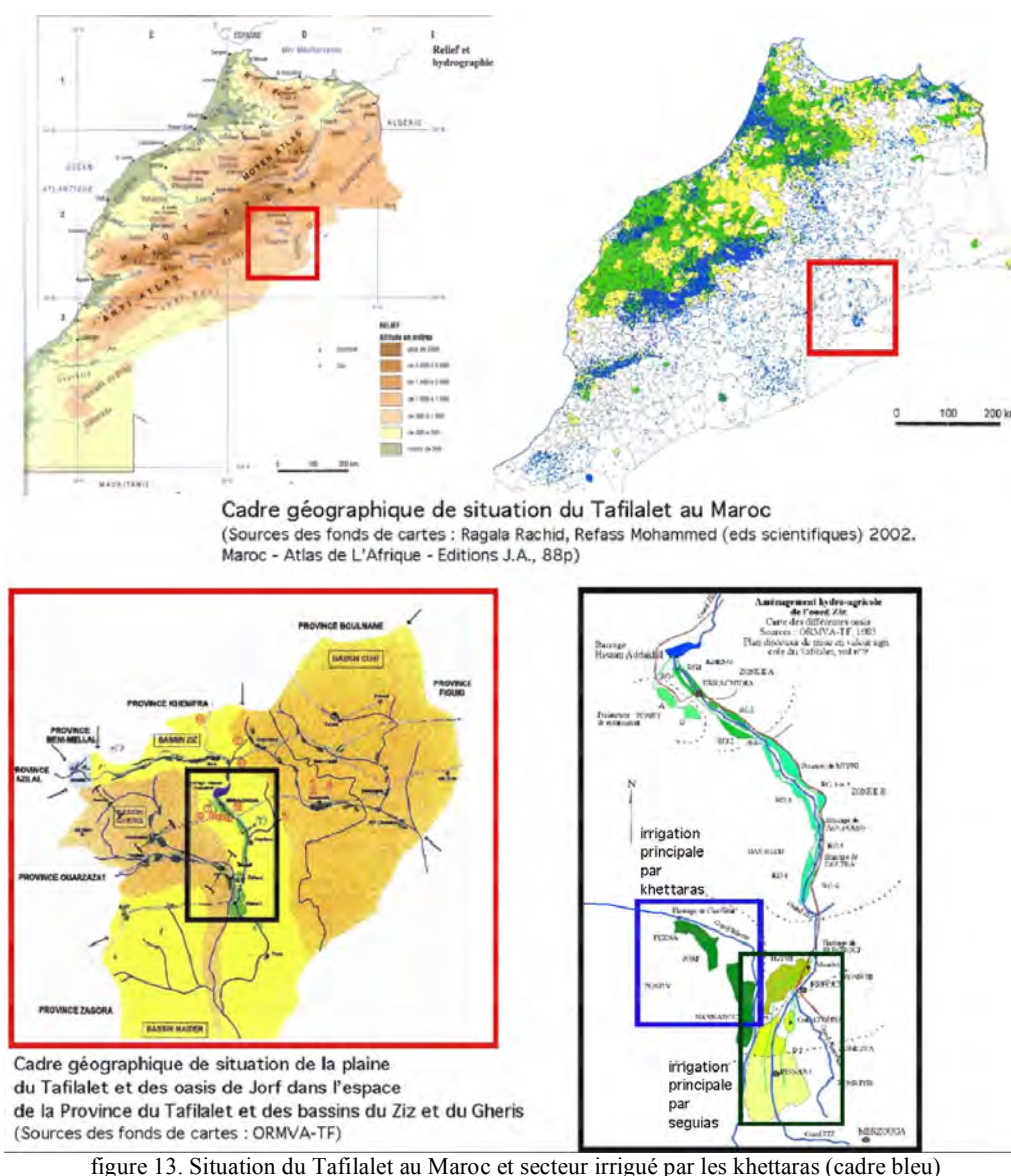


figure 13. Situation du Tafilalet au Maroc et secteur irrigué par les khettaras (cadre bleu)

<sup>1</sup> Innovations dans la gestion des eaux des oasis du Tafilalet. Programme d'accompagnement du projet Oasis du Tafilalet coordonné par le PNUD et le MATEE au Maroc.



Figure 14. cartographie des réseaux de la plaine du Tafilalet, sur fond d'image satellite.  
Les khetaras sont surtout figurées sur l'ouest de la plaine (pointillés bleus), en rive droite de l'Oued Gheris.  
L'Oued Ziz passe à Erfoud et Rissani. Il est régulé par le barrage Hassan Addakhil situé 80 km en amont.

Hamid Ouhammadou place son travail dans le cadre d'une gouvernance provinciale, pour le Tafilalet, où il perçoit qu'il faut concilier des modes de pensées contradictoires, d'une part une gestion intégrée des ressources qui implique d'établir un plan de régulation et d'inclusion des hommes dans un projet politique central, et d'autre part, une gestion participative qui respecte des notions d'autonomie locale. Il considère que les populations du Tafilalet se trouvent en apprentissage social dont la finalité serait le développement des aptitudes des sociétés, des institutions et des individus pour résoudre des problèmes de vie. Dans le secteur des eaux, cette quête passe par la concertation de tous les acteurs en vue d'une gestion efficace de l'eau, équitable, durable et permettant la résolution des conflits. La société civile doit émerger par rapport à l'administration au cours de cette confrontation et se renforcer par ces apprentissages.

Trois grands changements techniques ont bouleversé toutes les règles et relations autour de l'eau : le barrage Hassan Addakhil a bloqué les écoulements permanents et le mode de gestion relève plutôt de l'autorité centrale que de la participation. La participation suppose une ouverture d'un dialogue entre les services de l'Etat et les représentants des cultivateurs, pour imaginer un meilleur usage de ces ressources, et un lien avec la recharge des nappes. L'extension des pompes dans les terroirs pose un autre type d'évolution avec la concurrence et le risque d'épuisement. La diffusion du goutte à goutte compromet les sentiments collectifs locaux car elle s'appuie avant tout sur des démarches individuelles.

Sylvie Spoerry, ingénieure agronome « Gestion sociale de l'eau » de Montpellier (travaillant actuellement au Maroc pour l'ONG Agrisud à Ouarzazate) a étudié plus spécifiquement le processus de remise en marche des Khetaras de Jorf au cours de l'année 2007. Elle centre son intervention sur les types d'informations historiques qui peuvent être collectées, en ajoutant aux archives écrites et à l'iconographie, les informations orales. Pour ce volet de recherche,

on doit écouter les histoires connues et répétées, portant souvent sur des fondements anciens, des mythes, etc. Mais il y a aussi des éléments plus terre à terre et immédiats dans le quotidien des hommes qui s'occupent de l'eau : des gestes, des routines que les cheikhs de khetaras accomplissent, des paroles qu'ils prononcent, des cheminements. Ils expriment leurs idées sur l'origine et l'évolution de l'ouvrage hydraulique, mais aussi du groupe ou des groupes humains qui en bénéficient. Ces éléments constituent un ensemble composite d'informations locales à la base des droits et des règles de gestion, qu'on appelle le Orf. Aujourd'hui, cette oralité est fragile et contestée. L'émergence de nouvelles associations permet-elle de mieux conserver les informations orales communément établies ? Faut-il les écrire pour les conserver ?

En tous cas, la mise au point d'une carte du champ des khetaras de Jorf a reposé sur l'interprétation des photos aériennes et les déclarations des cheikhs sur les différents tracés. Sans ces connaissances orales, on a du mal à retrouver les chemins cachés des eaux à partir des seuls alignements de puits (figure 15).

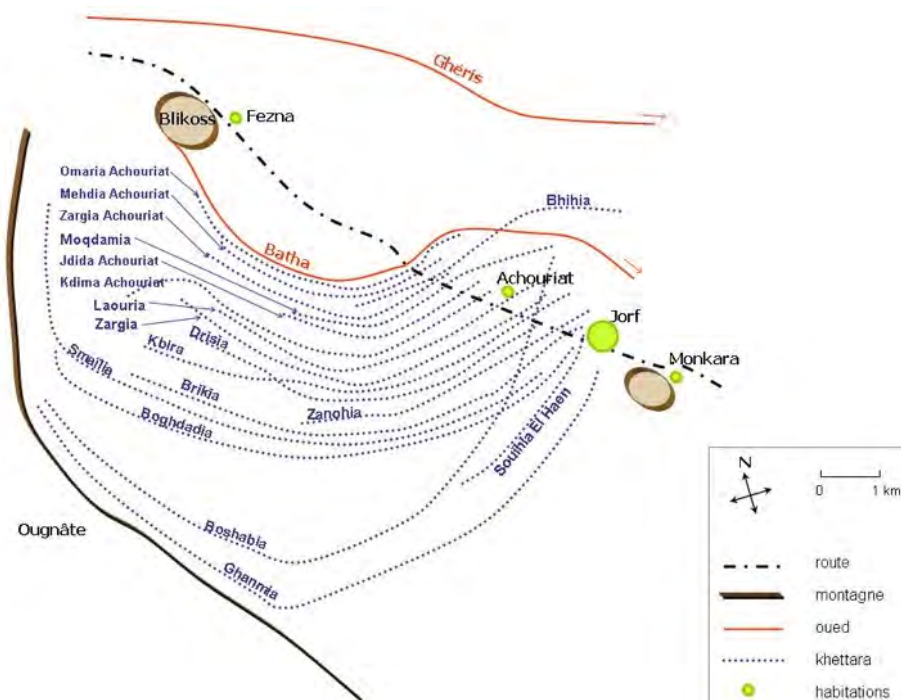


Figure 15. Schéma cartographique des khetaras de Jorf et Achouriat, d'après la photo aérienne et les dires de cheikhs de khetaras

Les archives écrites se classent en différentes catégories en fonction des auteurs. On a d'abord les auteurs extérieurs, voyageurs, écrivains, témoins, chercheurs, qui décrivent les oasis sous l'angle de leur vision et de leur thème. Les étudiants sont évidemment producteurs d'archives détaillées sur les terrains qu'ils travaillent.

Par ailleurs, les projets de développement, les ONG, les associations fabriquent des rapports dont les finalités sont plus concrètes que les écrits des chercheurs et des étudiants, mais qui sont des sources importantes à prendre en compte.

Les institutions gouvernementales agissent en produisant de nombreuses archives. Si on connaît mal celles établies avant le protectorat, on sait que l'administration militaire et civile française a laissé de nombreux documents. Les travaux du bureau hydrogéologique du Maroc



dans le Tafilalet nous sont bien connus puisque Jean Margat est l'un des auteurs prolifiques de rapports techniques puis de documents scientifiques sur la région.

On retrouve par la suite d'autres sources de données historiques comme par exemple celle des niveaux piézométriques sur plusieurs dizaines d'années qui sont toujours collectés par l'administration hydraulique actuelle (figure 16).

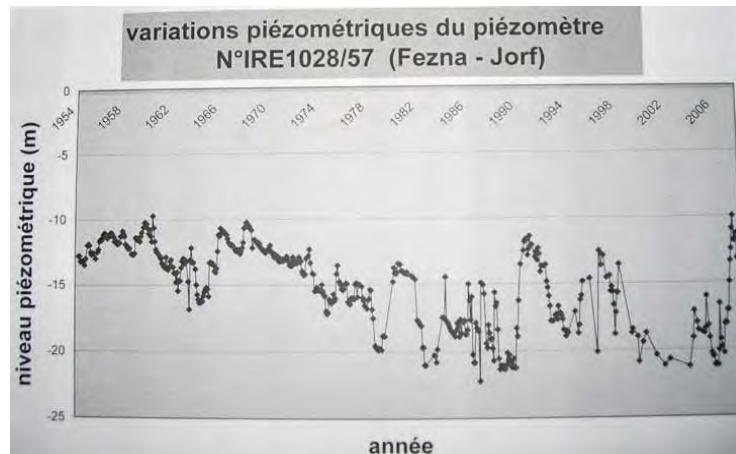


figure 16

A côté de ces archives, la recherche de documents locaux écrits par les autorités coutumières est aussi une source importante. Les Cheikhs et les mzarig consignent sur des cahiers ce qu'ils font et ce qui se passe. Les Adouls écrivent des actes qui permettent la transmission des droits d'eau (figure 17).



Figure 17. acte de droit d'eau écrit par un adoul à Jorf. Archive privée.



## 2.5. Débat sur les exposés

D. Heurtebise, directeur des archives diplomatiques de Nantes, trouve l'apport des exposés très riche et se félicite de voir des archives anciennes très bien conservées, comme le descriptif de khettaras de Marrakech datant de 1917.

T. Ftaita s'interroge sur le concept d'apprentissage social, qu'il estime mal fondé et sans lien avec une littérature admise en sciences sociales. Il suggère de citer des auteurs qui auraient défini ce concept et propose d'autres approches plus connues comme l'ingénierie sociale. T. Ruf pense qu'il y a bien un apprentissage entre les acteurs sociaux autour de nouvelles techniques, comme par exemple lors des propositions de réseau d'irrigation collectif au goutte à goutte. Comme cela n'existe pas, les paysans abordent ce projet pour gagner des terres, les techniciens veulent bien faire mais ne maîtrisent pas forcément les implications pour trouver des accords entre les familles. Il y a donc bien un apprentissage des deux côtés, qu'on peut qualifier de social, car il ne s'agit pas d'appliquer une technique mais de concevoir un système de gestion avec des règles et des institutions.

M. Badrani se demande si les fogaras et les khettaras ont un avenir en absence de soutien de l'Etat et dans le contexte de changement climatique. La situation semble différente en Algérie, où la conservation est une politique de l'Etat qu'au Maroc où les sociétés locales rétablissent par elles-mêmes le fonctionnement des khettaras.

A. Bouaziz critique l'absence de référence à l'inventaire des khettaras fait par la coopération japonaise. S. Spoerry en convient. (L'inventaire de la JICA est surtout technique, il ne mentionne pas les groupes socio-hydrauliques ni d'éléments historiques).

## Session 3 - Les archives sur le patrimoine des canaux gravitaires : constat et interrogations sur le devenir des cultures méditerranéennes de l'eau

La session est présidée par le Pr **Slimane Badrani**, du CREAD d'Alger

### 3.1. Les archives de l'anthropologue (à propos des canaux d'arrosage en France)

**Jeanne Riaux**, anthropologue de l'IRD, auteur d'une thèse comparative sur les sociétés montagnardes marocaines et françaises dans leur rapport à l'Etat, aménageur de l'hydraulique, rappelle que les anthropologues mobilisent relativement peu les archives. Classiquement, les sociétés étudiées n'ont pas d'écriture, et l'anthropologue privilégie l'approche du terrain, le regard ethnographique in situ.

Or, si on s'intéresse aux sociétés rurales qui dépendent d'aménagements hydrauliques, le passé surgit partout, dans les entretiens (évoquant des anciens, des droits historiques), dans l'observation (Ouvrages hydrauliques remontant à différentes époques) et bien entendu dans des écrits se rapportant à l'eau, aux règles, aux droits, au foncier, aux litiges successifs, et qui sont conservés à différents niveaux, dans les institutions locales, les familles, les personnages en charge de l'eau, les hommes de droit, et dans des instances publiques qui disposent d'archives parfois très riches (descriptifs anciens, arbitrages de conflits, projets de développement, etc).

En restant à l'échelle des villages et des espaces d'organisation des accès à l'eau, l'anthropologue s'intéresse aux groupes protagonistes d'« ayant droits » pour comprendre comment le territoire qu'ils utilisent a été équipé, délimité et organisé. D'où viennent les revendications sur les eaux qui circulent ? L'observation du système contemporain ne suffit pas à dénouer les déclarations multiples et contradictoires des personnes interrogées. L'idée de se tourner vers le passé et de construire par la confrontation des sources et des informations écrites ou orales, les trajectoires socio-techniques du système étudié. Il faut donc aller vers les archives et constater des différences entre les sociétés où elles sont rares et d'autres où elles foisonnent. *Entre poc i mas, la mid passe* (locution catalane).

Lorsqu'il y a des sources très abondantes, se pose la question du passage des archives aux données, puis des données aux processus évolutifs que l'on estime plausibles dans l'histoire du système. Des opérations de « traduction » des informations sont nécessaires, mais aussi d'interprétation, qui doit figurer comme une déduction à partir des sources et non une vérité absolue (figure 18).

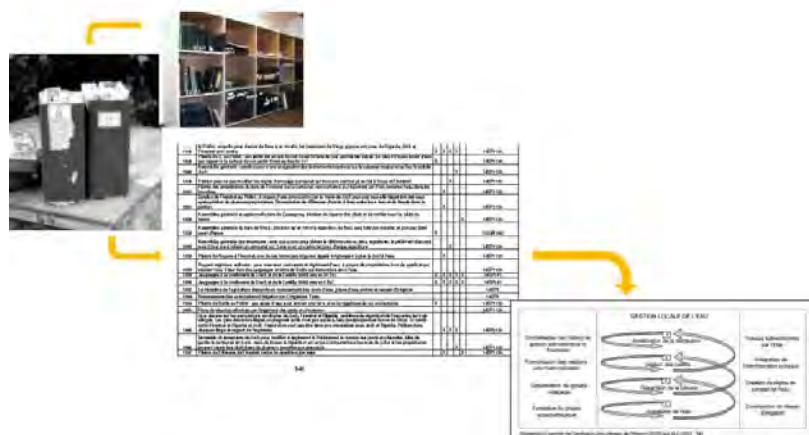


Figure 18. Collecte des documents, construction de données et liens avec une théorie évolutive des paradigmes de la gestion des eaux (le tour de visse de Ohlson).

En réalité, l'anthropologue sollicite les archives en fonction des problèmes contemporains qu'il retient dans sa recherche. Ils trouve dans l'aller-retour entre terrains et archives des résultats auxquels il s'attend et d'autres inattendus.

Lorsque le problème actuel relève de la délimitation du groupe d'ayant-droits, la recherche des archives apporte des points de vue complémentaires sur une situation tendue, et ouvre des discussions nouvelles en terme d'évolution complexe des rapports entre eaux, territoires et sociétés. Le travail sur les textes anciens débouche parfois sur des éclairages déjà produits dans le passé, utiles au débat du jour, comme par exemple la théorie de la reproduction des eaux par les arrosages qui avait été décelée au milieu du XIXe siècle dans les Pyrénées-Orientales, et qui stipulait que les eaux perdues dans les arrosages de montagne se trouvaient très utiles pour les arrosages de plaine, qui bénéficiaient ainsi de l'allongement des périodes d'étiage (figure 19).

314

MÉMOIRES ET DOCUMENTS.

---

N° 138

ÉTUDE

***Sur les irrigations des Pyrénées-Orientales, et en particulier  
sur un phénomène, dit de la reproduction des eaux,  
observé dans la vallée de la Tet.***

**Par M. VIGAN, ingénieur des ponts et chaussées.**

---

Figure 19. Résultat inattendu des recherches sur archives. La découverte d'un document d'analyse d'un auteur ancien impliqué dans les controverses de l'époque sur le développement de l'irrigation en montagne pyrénéenne.

Pour conclure Jeanne Riaux propose une citation de Jacques Berque à propos des observations des aménagements montagnards dans le Maghreb :

*« l'origine de cet équilibre, de ce travail se perd dans l'ombre où plongent les bases de la vie maghrébine. Terrassement de montagnes et système d'irrigation d'une part, droit coutumier, d'autre part, affleurent à notre observation tout faits, parfaits, sans point de départ perceptible, et pour ainsi dire en dehors de l'histoire ».* Berque (1955).

### 3.2. Les Seguias du Haouz de Marrakech et du Haut- Atlas face aux approches marchandes de l'eau

**Mohammed El Faiz** propose une lecture critique du système de seguias du Haouz de Marrakech dont les tracés ont été retrouvés à partir de différentes cartes historiques et dossiers techniques conservés aux archives de l'Office du Haouz (figure 20).

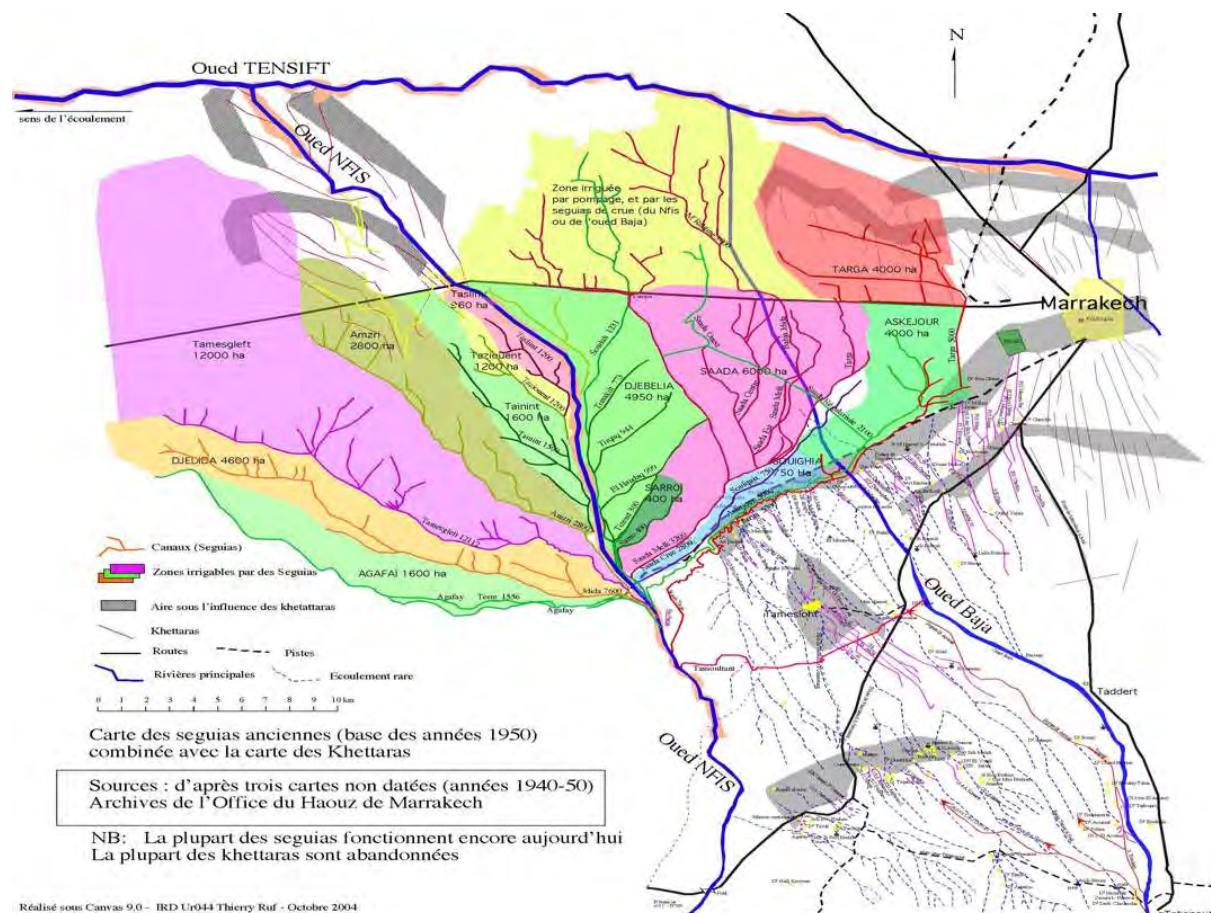


Figure 20. Carte des seguias et périmètres anciens à l'ouest de Marrakech, alimentés par les eaux de l'Oued Nfis et de l'Oued Baja (oues Rirhaia venant du Toubkal)



### 3.3. Comprendre le développement des réseaux hydrauliques dans le Tafilalet au cours du XXe siècle

**Hamid Ouhaddou et Thierry Ruf** présentent les cartes et documents trouvés sur place, dans des rapports anciens (J. Margat) ou plus récents (Office régional de mise en valeur agricole), travail réalisé en liaison avec le projet ILGEOT animé par Ahmed Bouaziz (IAV Hassan II) et Mohammed El Faiz (UCAM).

La plaine du Tafilalet est une région irriguée depuis des siècles (voir figure 13 plus haut). Sijilmassa fut le siège d'un royaume influent, et porte d'entrée de l'Islam au Maroc. La dynastie Alaouite est originaire de Rissani, située à l'est, en retrait de Sijilmassa et ville phare de la région jusqu'au XXe siècle. La plaine était considérée comme une petite Mésopotamie. L'arrosage organisé à partir des dérivations de deux cours d'eau, le Ziz et le Gheris est en effet très analogue à celui pratiqué à partir du Tigre et de l'Euphrate. La comparaison vaut aussi pour la qualité du patrimoine bâti des qsours et palais qui jalonnent la plaine et témoignent d'une certaine opulence passée. Les choses ont évolué avec le protectorat, qui fit d'Erfoud une place forte puis Ksar es-Souk devenu Errachidia après l'indépendance du Maroc. Le Pouvoir est donc remonté en amont et la mise en place du barrage Hassan Adakhil en 1970 près d'Errachidia a modifié radicalement la gestion des eaux et les pratiques des différents groupes socio-hydrauliques.

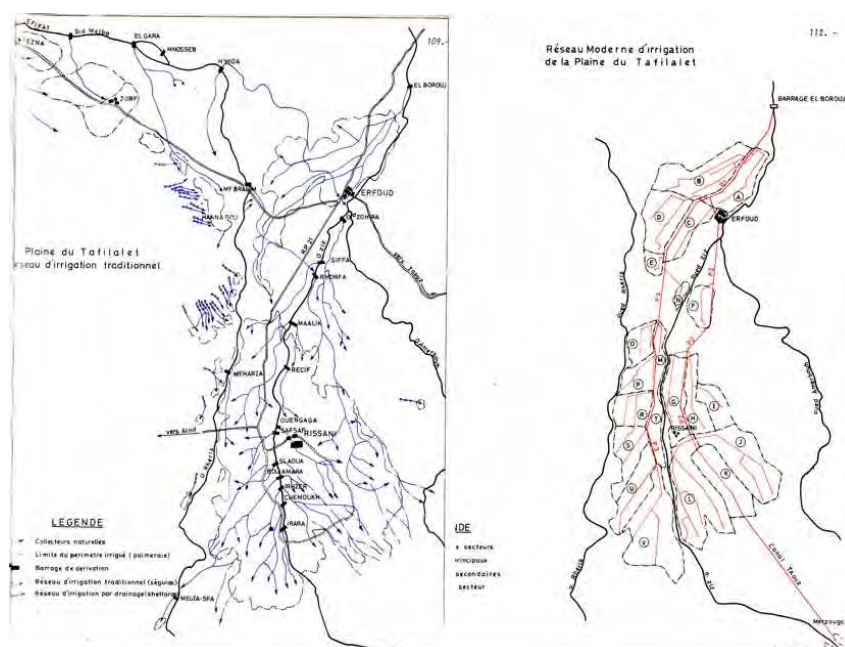


Figure 21. Deux cartes issues des rapports de projet de l'ORMVA-TF en 1969, une présentant le réseau ancien de seguias avec leurs prises sur l'oued Ziz et l'oued Gheris, l'autre présentant le réseau bétonné de canaux semi-portés alimentés par un seul barrage de dérivation en amont de la plaine, sur le Ziz.

Les archives de l'ORMVA-TF à Errachidia ont été consultées. Elles sont riches des actions entreprises dans la période moderne, à partir des années 1960. On a ainsi pu comparer les réseaux existants (figure 21) avant la construction du barrage, fondés sur des barrages de prises (Ougoug), des canaux (seguias) et des aires de distribution de l'eau entre terroirs villageois. La modernisation de l'ORMVA-TF a consisté à créer un nouveau maillage de canaux en béton semi-portés, qui ne correspond pas au maillage des anciennes seguias. Les groupes d'irrigants dépendent donc de deux organisations distinctes et décalées pour accéder à l'eau du barrage via le réseau bétonné, ou à l'eau de crue via les seguias en terre (figure 22).

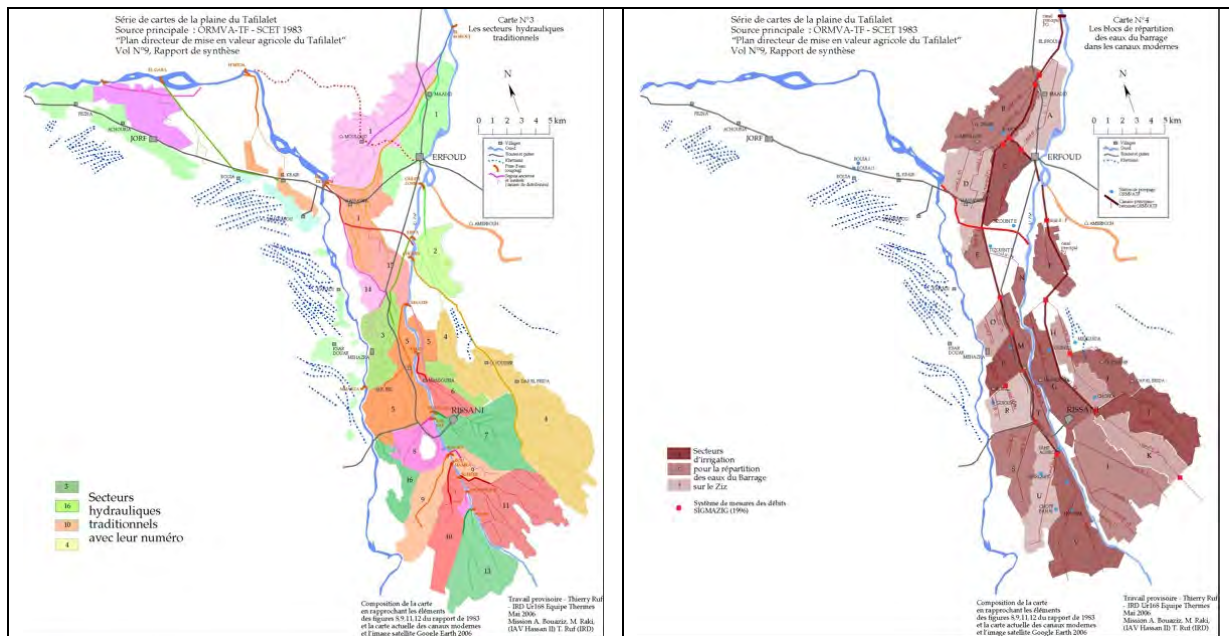


Figure 22. Analyse des cartes de réseaux en termes d'aires irriguées par les canaux de distribution.

La substitution des puits traditionnels par des forages profonds dans la nappe centrale de la plaine a été engagée sous le protectorat et prolongée par la suite. Il y a donc un troisième réseau hydraulique composite, présent ou absent dans les mailles des deux réseaux gravitaires. L'exemple de Jbil montre les décalages entre aires irriguées selon l'origine des eaux : eau régulée du barrage par les canaux en béton, eau des crues par les seguias en terre, eau de la nappe par la station de pompage collective datant de 1959.

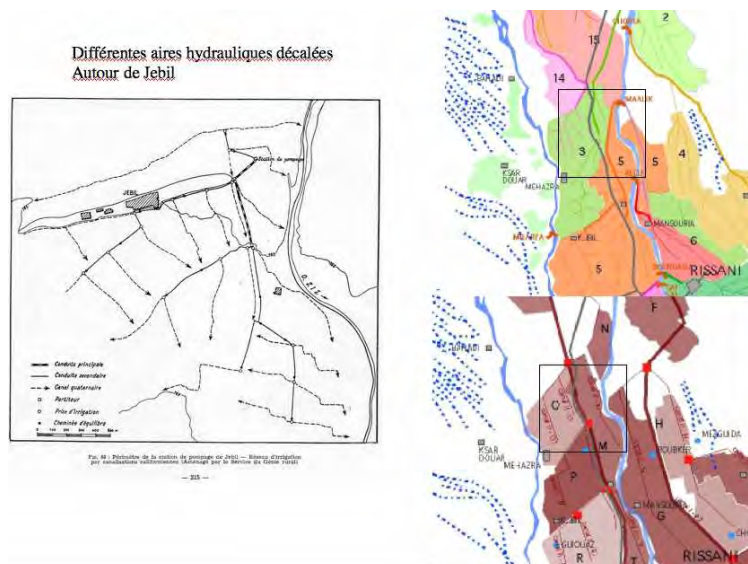


figure 22. Les trois aires socio-hydrauliques de Jbil.

De cette complexité prise en compte, dépend l'avenir de la gestion des eaux du Tafilalet, qui, après une longue période de déficit climatique, connaît une embellie inattendue depuis 2005, avec le retour d'abondantes pluies. Pour la première fois depuis 40 ans, le barrage s'est entièrement rempli et déborde par son exutoire. La plaine du Tafilalet a réactivé tout le dispositif des seguias traditionnelles

### 3.4. La gestion de l'eau d'irrigation dans le Todgha, à travers des archives publiques et privées

**Mahmed Mahdane, sociologue de la faculté des Lettres d'Agadir**, est auteur d'une thèse sur l'oasis de Tinghir et a encadré un stage collectif sur l'oasis en 2009 en gestion sociale de l'eau.

L'eau est un élément rare, que l'on maîtrise et mobilise par des techniques, mais également en socialisant son usage par le jeu des lois et des règlements. Au Maroc, avant le protectorat, toutes les eaux faisaient l'objet de propriété ou d'usage coutumier. Depuis la fin du protectorat, la gestion des ressources hydrauliques s'est modifiée.

La distribution des eaux de l'oued Todgha entre les seguias successives de la vallée s'opère selon le principe de la priorité absolue de l'amont sur l'aval (voir figure 8 plus haut). Les règles coutumières donnent droit aux habitants des ksour de l'amont de prélever du lit de l'oued ce qu'ils peuvent dériver. Cette priorité est atténuée par un certain nombre de faits :

- Techniques : les prises de l'amont, ouvrages fragiles, ne permettent pas de mobiliser tout le débit de l'oued.
- Sociaux : Le phénomène des « crues artificielles », permet de suspendre momentanément les règles de priorité, surtout en cas de sécheresse et pour éviter l'éclatement des conflits. Cette transgression s'obtient par un accord de « dbiha ».
- Hydro-géographiques : en aval, où l'eau revient parfois grâce aux pertes régulières ou instantanées des usages d'amont, les gens ont recours à l'irrigation par le système des khattaras, par quelques rares résurgences et par l'épandage des eaux des crues parfois plus abondantes.

Plusieurs documents anciens éclairent sur les différentes composantes de la société oasienne.

#### Une archive sur le Orf d'Afanour dans le haut de la vallée de Todgha.

Nous avons retrouvé un premier document important sur l'histoire locale de Afanour, un village situé en face de Tinghir, sur la rive gauche du Todgha. Ce document est écrit par un «adl» inconnu en 1883. Il commence par l'introduction «louange à Dieu» et cite les noms des notables et des fractions qui ont assisté à l'écriture de ce document (Iklaln, Ait Yidir, Ait About n'Ighir et Iâbouzen).



Figure 23. Orf d'Afanour écrit en 1883.



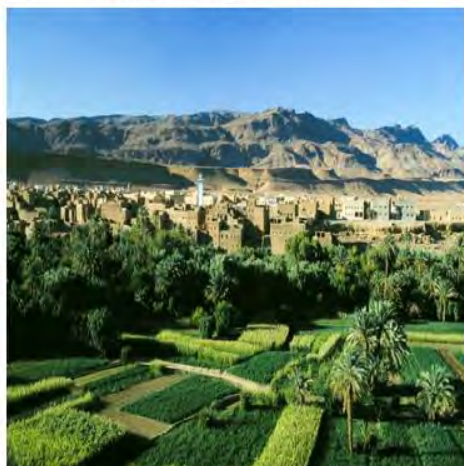
Le texte contient 148 articles qui organise les relations entre les individus dans le ksar (articles 1/30, 34/40, 70/90), l'organisation de la vie sociale et politique (articles 83, 85, 92, 104 ...), l'organisation de la propriété, l'irrigation et la production agricole (articles 44, 52, 71, 72, 82, 93, 107...)<sup>2</sup>



**Barrage de dérivation  
(Ouggoug) Tabiane**



**Travail collectif de  
nettoyage du séguia  
(Afanour)**



Photos 8, 9, 10 – Afanour, Oasis du Todgha (clichés M.Mahdane)

<sup>2</sup> L'organisation du système agricole et de la gestion des ressources naturelles se base sur des principes :

- l'interdiction du vente des terres agricole (et leur droit d'eau) en dehors de la tribu. L'article 16 indique : Si quelqu'un désire mettre en vente une propriété, une criée de trois jours est nécessaire. L'article 17: Celui qui vend (la terre ou des palmiers) a des étrangers autres que les Ait Afanour fait une vente nulle et paie 50 *metqals*. Les ventes de cette nature sont seulement valables entre habitants du ksar.

- une meilleure utilisation de la terre et de l'eau pour la satisfaction des besoins de toutes les familles de la tribu. L'Article 52 précise : Qui empêche par force un autre d'irriguer son champ est passible d'une amende de 10 muzonas. L'article 72 dit : Celui qui rompt le barrage, ou pratique une brèche à Aftis et Tafrawt (les deux canaux principaux du ksar) est passible d'une amende de 12 muzonas (1/4 de dirham entre 1766 et le début du 19<sup>ème</sup> siècle). L'article 82 : Celui qui inonde le champ d'autrui est passible d'une amende d'un *mitqual* par chaque *Icher* (1/40 ha).

- l'organisation des labours et des moissons. L'Article 107 alerte : La cueillette des dates commence le 1<sup>er</sup> jour d'octobre (...) quiconque commence la cueillette avant l'échéance prévue, est passible d'une amende de 2 *mitqals*.

- la solidarité par l'organisation des travaux collectifs de construction du barrage et de réhabilitation des seguia (had saim). L'Article 131 indique : Quiconque interrompt un travail collectif (la séguia) est passible d'une amende d'un *mitqal*.



## La permanence des systèmes de droits d'eau pour la gestion des khetaras

Même s'il est communément admis que les galeries drainantes ont été initiées en Perse antique il y a plus de 3000 ans, plusieurs auteurs affirment que ce système est une création des habitants de l'Afrique du Nord « Imazighen ». La gestion des eaux des Khetaras obéit à des normes coutumières de répartition appelées droit d'eau, établis en fonction du volume des travaux fournis par les usagers lors de l'édification de la Khetara. Ce volume de travail est converti en parts, dont l'unité est appelée Tirmet ou nouba, correspondant à un certain nombre d'heures d'irrigation durant laquelle le ou les propriétaires, détenteurs de parts, bénéficient de la totalité du débit de la khetara. Ces règles continuent à régir actuellement la fourniture des prestations d'entretien et maintenance de la ressource, avec une actualisation écrite (figure 24).



Figure 24. formulations anciennes et actuelles de règles de gestion de khetara dans l'oasis de Todgha.

## L'intervention des autorités coloniales dans la vallée de Todgha

Quelques principes ont guidé l'autorité militaire coloniale dans son intervention :

- La réorganisation sociale et politique, par la création de 9 fractions (Tizgui, Ait Snan, Igtane, Ait Ouamas (Tinghir) Tagomast, Amzaouro, Lahouari et Ait Aissa Oubrahim);
- L'intervention dans la gestion des eaux d'irrigation par le principe de la domanialité publique des eaux (le dahir du 1<sup>er</sup> juillet 1914);
- Le phénomène des «crues artificielles», pratique ancienne dans la vallée, fut reprise par les autorités coloniales qui fixèrent les jours d'accès à l'eau d'amont vers l'aval (où elles avaient un intérêt propre).

Fraction	Nbre de jours d'eau
Tizgui	2 jours
Ait Snan	3 jours
Igtane	7 jours
Ait Ouamas (Tinghir)	6 jours
Tagmast	6 jours
Amzaouro	7 jours
Lhart n'Iamine	5 jours
Lhart n'Igouramn	6 jours
Ait Aissa Oubrahim	2 jours pour la plaine de Ghellil
	44 jours

- La réalisation de quelques équipements hydraulique de type moderne: le barrage de dérivation et la station de pompage dans la plaine de Ghellil n'Ait Aissa Oubrahim
- Le Lancement des programmes d'étude et de recherches pour une meilleure connaissance du potentiel hydraulique de la vallée (mission J. Margat, 1948-1952).

A titre d'exemple, un des projets de l'époque fut de créer un canal unique en rive gauche afin d'envoyer de l'eau à l'aval dans de meilleures conditions techniques et de contrôle social. Cela ne s'est pas réalisé (figure 25).

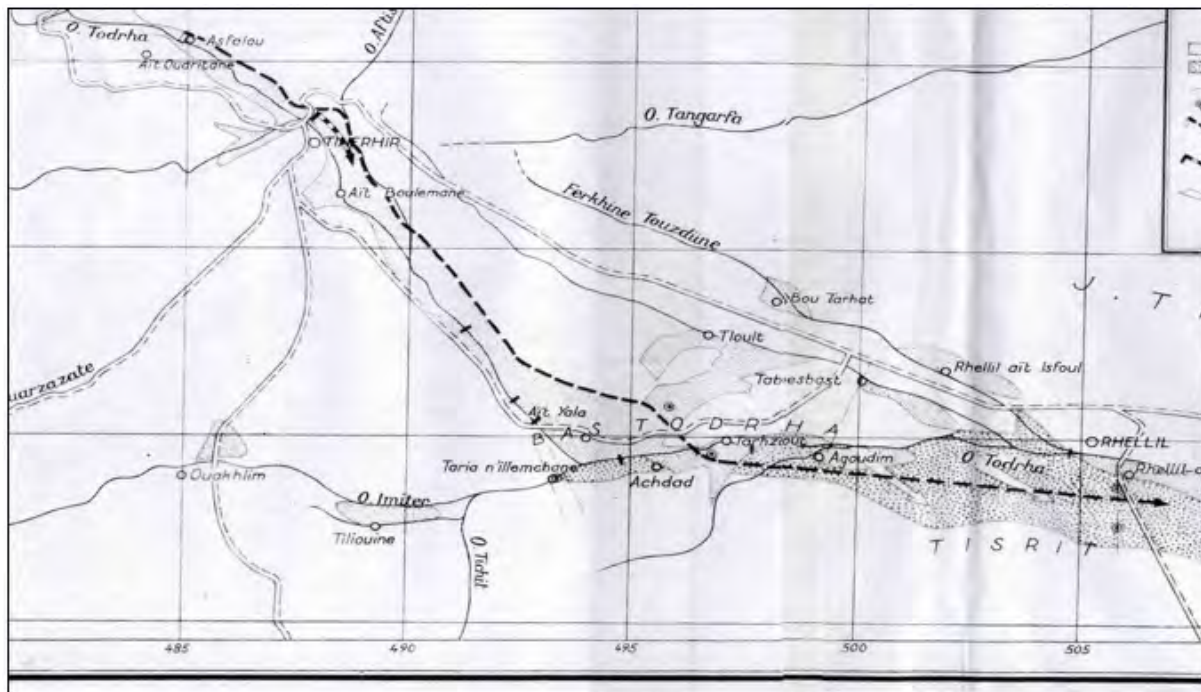


Figure 25. Extrait d'une carte de Jean Margat où figure le projet de canal unique pour arroser le bas Todgha et la plaine du Rhellil.

Nous disposons d'une archive locale intéressante : la Note sur l'orientation à donner à la plaine de Rhellil par le Capitaine Dorange, datée du 23 octobre 1954.

Le Barrage de Rhellil est construit entre 1946 et 1948. Situé sur l'oued Todgha, il est destiné à l'épandage des eaux de crues et des inondations artificielles. Long de 198 m, d'une hauteur de 1,5m, il détourne les eaux par un canal en béton d'une longueur de 2000 m. L'idée du Capitaine de Monts était de convertir la plaine du Rhellil qui avait une vocation pastorale en une plaine agricole. Il réussit à octroyer un tour de 10 jours au Bas Todgha, ce qui allongea de facto le tour d'eau général à 42 jours au lieu des 32 existant auparavant. Une ferme de 6 ha fut créée à titre expérimental, équipée d'un puits maçonné de 8,30 m de profondeur et d'une motopompe. Malgré le débit du puits est de 3 à 4 l/s, la ferme, qui contenait 247 oliviers âgé de 5 ans en 1954, 30 palmiers et d'autres espèces d'arbres fruitiers, n'était pas rentable. Constatant le manque général d'eau, le capitaine Dorange proposa de revenir à la vocation pastorale.

Conclusions : Il faudrait assurer un développement harmonieux, respectueux de la société, de l'environnement et du patrimoine (historique, archives ...); préserver des ressources hydrauliques qui constituent l'une des dimensions de la durabilité; assurer un développement soutenable sur le plan écologique, acceptable sur le plan social, rentable sur le plan économique et gérable d'une manière collective et prospective.

### 3.5. Débat sur les exposés.

Ahmed Bouaziz critique l'usage par certains étudiants de l'expression « carte de Ruf » alors qu'ils s'agit de cartes marocaines scannées. Il estime qu'il faudrait vérifier les découpages proposés.

Thierry Ruf signale que les cartes utilisées ne sont pas des simples scans ou copies de cartes existantes mais des cartes recomposées à partir de plusieurs cartes d'archives, où les informations sont traitées de manière originale et rapprochées.

Mohammed El Gouch confirme qu'il y a eu des vérifications de terrain sur les délimitations des unités spatiales de gestion de l'eau.

## 4<sup>e</sup> session . Fragments du film « dialogues extraordinaires sur le Ziz »

Le film en préparation a été tournée en automne 2007 au cours des rencontres sur l'eau organisées dans le cadre du projet POT (PNUD-MATEE). La participation de M. Margat était prise en charge dans le cadre du projet AIME, le film étant tourné avec les moyens techniques de l'IRD, sous la responsabilité de Thierry Ruf. Des séquences nouvelles ont été tournées en avril 2009 sur Tinghir et sur le Tafilalet. La valorisation de ces tournages comporte deux types de films. Le premier type est un ensemble de court métrages de quelques minutes correspondant aux lieux et aux thèmes de visite dans les oasis. Ces films montrent les dialogues établis entre M. Margat et des collègues marocains, en particulier, le géographe Mohammed Ait Hamza, l'agronome Ahmed Bouaziz et l'économiste Mohammed El Faiz. Ces séquences sont déjà en circulation comme des supports pédagogiques. Le deuxième type de valorisation est une série de trois long métrages: le premier, *dialogues extraordinaires sur le Ziz*, aborde les questions d'histoire des grands aménagements hydrauliques oasiens, de la gestion d'un vaste bassin versant, des crues, du barrage Hassan Addakhil et des difficultés d'adaptation des acteurs de l'eau et des agriculteurs pour faire correspondre l'offre et la demande en eau, les eaux de surfaces et les eaux souterraines, l'eau et le sel, les eaux, les hommes et les institutions locales et globales qui interviennent. Le second, *dialogues extraordinaires sur le Gheris*, abordent les questions du développement des khetaras sur la rive gauche du Gheris, avec leur histoire et leur renaissance ces dernières années. Le troisième film porte sur Tinghir, une oasis située à 150 km au sud-ouest d'Erfoud. L'achèvement des long métrage est prévu au premier semestre 2010.

Deux séquences ont été projetées à Rabat le 8 octobre.

### 4.1. Jbil, 50 ans de pompage collectif

C'est l'entrée principale du long métrage sur le Ziz. On y voit le groupe scientifique accompagner Jean Margat jusqu'au site de la station de pompage de Jbil établie 50 ans plus tôt (figure 26). C'est l'occasion de comprendre pourquoi M. Margat était présent dans la région au milieu des années 1950 pour dresser un inventaire des ressources hydrogéologiques et notamment trouver des lieux de pompage susceptibles de parer aux sécheresses et d'améliorer le système ancien des aghours. M. Margat avait lui même filmé l'exhaure ancien

mu par traction animale, dont les principales images ont été intégrées au long métrage, comme une archive de cinéma sur l'eau très spectaculaire.

M. Margat rappelle aussi tout de suite que la gestion de l'eau n'est pas l'unique préoccupation des oasisiens. La gestion du sel est aussi une clé de compréhension de l'espace. Les taux de salinité atteignent des records dans les périphéries du Tafilalet.



		
Arrivée à Jbil de M. Margat et des participants à la rencontre sur les eaux du Tafilalet	Sortie de l'eau de la station de Jbil créée en 1959	Entretien dans la station
		
Evocation du ministre marocain en 1959	Dialogue avec le Pr Ait Hamza	Retour à la carte ancienne de J. Margat
		
Tournage de J. Margat, 1959	Le puit et l'axe pour relever les outres, avec l'apport de la traction animale, 1959	Vidange des outres dans un canal collecteur, 1959

Figure 26 . Séquences du film dialogues extraordinaires sur le Ziz, la station de Jbil.

#### 4.2. Irara, Cinq siècle après son édification, un barrage rend toujours service.

La séquence sur Irara aborde la question historique de l'aménagement dans le Tafilalet et de l'intervention des pouvoirs politiques et centraux et des communautés locales utilisant les dérivations de l'oued Ziz. Le barrage Irara n'est pas un barrage réservoir mais un seuil hydraulique qui permet de détourner les eaux de crues du Ziz vers le village de Irara (figure 27). Sans doute construit au XVI<sup>e</sup> siècle, c'est l'un des plus anciens ouvrages de ce type encore en place au Maroc. Cette visite s'appuie aussi sur des archives de cinéma tourné par M. Margat dans les années 1950 et rappelle que bien des écrits existent au Maroc, conservés plus ou moins bien chez les clercs (les Fqir) et les particuliers. Une recherche historique serait très utile à la compréhension de la vallée actuelle.












		
A la recherche du barrage d'Irara	Cartographie des années 1960	Le Ziz en période de crue au début 2007
		
Le barrage filmé par J. Margat en 1959. L'eau en bas résulte d'un passage antérieur d'une crue, ou peut être du niveau de la nappe phréatique au moment de la prise de vue.	Le barrage en automne 2007. Son état est similaire. Vieux de 5 siècles, il résiste aux crues les plus fortes. La nappe a baissée et l'eau parvient plus épisodiquement à ce point.	Dialogue entre Pr Ait Hamza et J. Margat sur les origines historiques de l'hydraulique et la gestion du Ziz
		
Dialogue entre Pr A Bouaziz et J. Margat sur les pistes de recherches et notamment la dimension historique et les rapports entre populations et gestion des eaux	Evocation des écrits des clercs par le Pr Ait Hamza	Le barrage retient une grande partie des eaux du Ziz, mais, depuis trois ans, les pluies abondantes provoquent malgré la retenue des crues utiles au Tafilalet

Figure 27 . Séquences du film dialogues extraordinaires sur le Ziz, le barrage d'Irara.

## **Session 5 - Archives et connaissance des sociétés hydrauliques locales**

M. **Habib Belaïd** préside cette session consacrée plus spécifiquement à la recherche documentaire auprès de différentes sources.

### **5.1. Les archives du protectorat français au Maroc : de l'inventaire aux perspectives de valorisation**

**Damien Heurtebise** est directeur des archives diplomatiques de Nantes. Réfléchir sur l'irrigation au Maroc est une occasion de penser aux types de documents et aux lieux de consultation, et pour le pays, c'est une période importante car le statut juridique des archives n'est pas encore adopté. En France, les Archives publiques sont conservées mais dispersées.

Il est parfois difficile de trouver des sources, de les confronter, mais il est important de multiplier les points de vue, et donc de s'adresser à différents services. Pour le Maroc, le partage des documents a été traité en 1956 après l'indépendance : on décida de mettre les archives politiques et militaires en France, et les archives techniques au Maroc. On entend par là des documents très divers allant de l'agriculture à la Justice, aux travaux publics, etc.

En France, les archives ont été réparties sur différents sites et parfois certains documents sont encore dans des locaux d'administrations. Ceci est dû au fait que le Ministère des affaires étrangères s'occupait des protectorats comme le Maroc, tandis que le Ministère des Colonies s'occupait de pays comme l'Algérie. Le ministère de la Guerre avait aussi son propre fonctionnement.

Ainsi, les archives militaires du Fort de Vincennes détiennent les archives du 2<sup>e</sup> bureau / série 3H qui regroupent les documents de l'Etat Major, des régiments et des régions militaires. Quant à la production audiovisuelle militaire, elle est conservée au Fort d'Ivry.

Les archives du Ministère des affaires étrangères ont connu un épisode dramatique en 1940 quand il fut donné l'ordre de brûler tous les documents des années 1930-40 dans la cour du ministère, avant l'arrivée des allemands. C'est la raison invoquée juste après la guerre pour la décider la création des archives des Ambassades à Nantes (ville accessible par bateau). Les archives strictement diplomatiques ont été rassemblées à La Courneuve (on y trouve par exemple les archives de la légation de France à Tanger, datant d'avant le protectorat).

Au Maroc, les archives techniques sont gérées par la BNRM à titre provisoire, en attendant la création des archives nationales. Il y a aussi des archives dans les ministères et les administrations locales.

Le CADN de Nantes dispose de différents fonds.

- Les archives de cabinets regroupent les affaires civiles, militaires, diplomatiques et des délégués dans les régions. Dans les affaires civiles, on voit tous les sujets présents, y compris la gestion de l'eau. On retrouve en particulier des cartes de projets d'irrigation au Maroc.

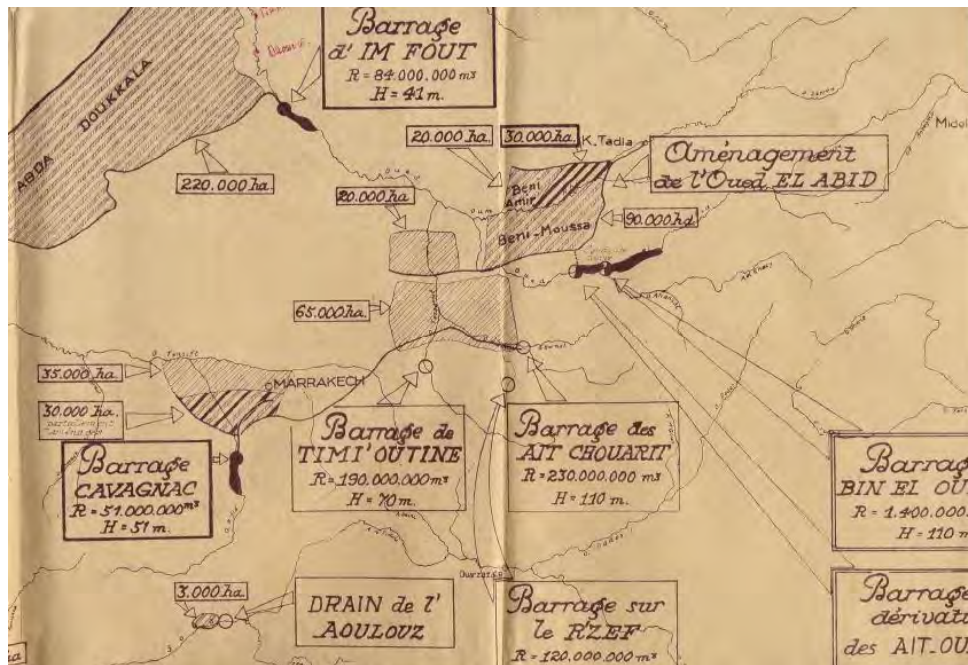


figure 28 - Carte des projets d'aménagements hydrauliques du centre du Maroc, années 1930. CADN.

- Les archives de direction regroupent les documents du secrétariat général, des affaires indigènes et le domaine chérifien. Les dossiers des affaires indigènes (jusqu'en 1936), puis affaires politiques, puis affaires intérieures contiennent beaucoup d'informations, comme les notices de tribus, les allégeances, les tutelles, etc. Des officiers français étaient chargés de dresser des monographies, procédaient à des études locales, ethnographiques, géographiques, historiques. La centaine de cartons d'études locales réunit à elle seule 80000 pages. Les mémoires de stages des contrôleurs civils et des élèves de l'ENA sont aussi des sources d'information.

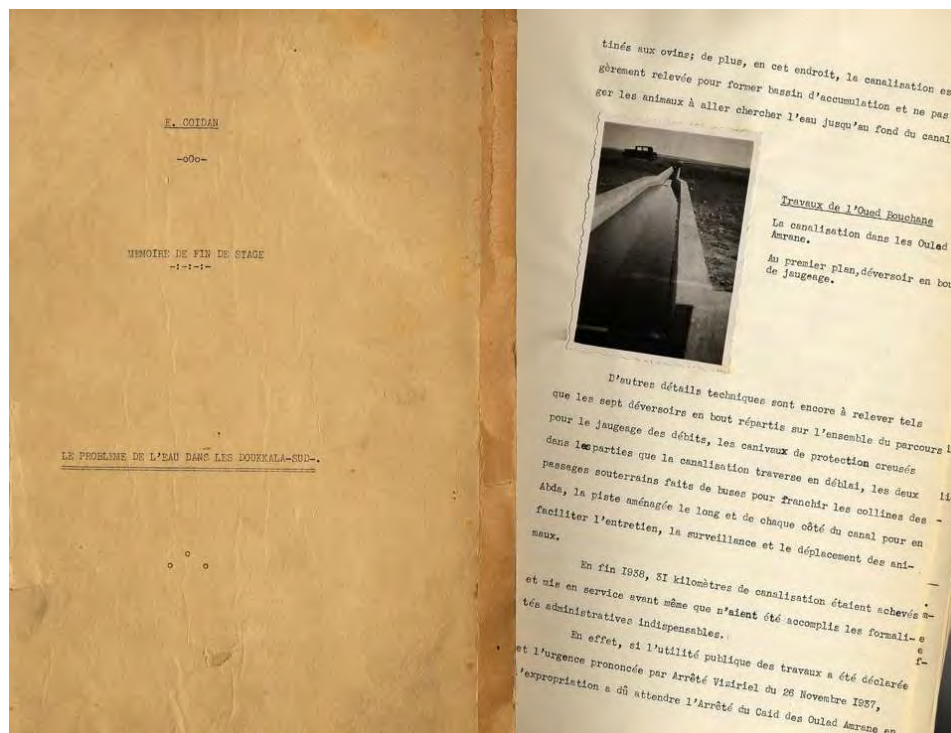


figure 29 - Extrait d'un mémoire de stage sur l'irrigation dans les Doukkala. CADN.



- Les archives des territoires et des régions civiles
- Les fonds iconographiques comprennent 130000 photos, en partie publiques et en partie privées (fond Jacques Beulin).



Photos 11,12,13 Diverses représentations de l'hydraulique sous le protectorat au Maroc – CADN

- Le fond de la région de Marrakech est un fond encore peu exploité par la recherche.



Photo n° 14. fond de la région de Marrakech – CADN



## 5.2. Apport des archives à l'anthropologie de l'eau dans le monde oasien

**Toufik Ftaita** poursuit le thème des archives en anthropologie, en soulignant la diversité des sources écrites et d'éléments de tradition orale. La question de l'eau est multidimensionnelle, et l'aménagement est un processus qui dure longtemps, avec des acteurs en confrontation selon des logiques propres.

Les archives de l'irrigation au Maroc peuvent être classées en cinq grandes catégories :

- les archives du génie rural français : elle reflète l'engagement de l'administration sur le terrain au sud du Maroc. Il s'agit d'aménager pour obtenir une certaine paix sociale et politique.
- Les actes adoulaire d'achat et de vente de droits d'eau donnent des informations précises sur les lieux, les personnes et les tours d'eau. On y décèle la permanence ou les changements de règles.
- Les archives sur le droit coutumier qu'on appelle le Orf.
- Les registres familiaux qui s'avèrent d'une très grande richesse comme l'a démontré Paul Pascon dans son ouvrage « la maison d' Illigh (figure 30).
- Les travaux de recherche anciens, qui donnent lieu à des monographies de situations.



figure 30. La publication de référence sur les archives familiales

L'eau est gérée avant tout par des droits coutumiers, sous forme de contrats sociaux entre les ayant droits à l'eau. Pour les comprendre, il faut analyser dans quelles conditions historiques ils ont émergé. Il semble aujourd'hui difficile d'intervenir en faisant abstraction des règles d'accès, d'appropriation et de répartition des ressources. Il y a deux Orf, un Orf interne aux groupes locaux et un Orf externe pour régler les rapports entre groupes voisins.

Ainsi, le droit coutumier de la tribu de Ahl Tiznit remonte aux années 1860-1861 et il est complété en 1908-1909. Le droit coutumier n'est pas immuable. Sa lecture est difficile, car les archives sont manuscrites, écrites par des fqir avec leur langue propre.

Les archives familiales sont aussi difficiles à consulter. Les familles ont le sentiment de propriété des documents et ont du mal à s'en défaire. Pascon et d'autres ont travaillé 16 ans sur les archives de la maison d'Iligh. Ce sont des histoires d'alliances mouvantes entre les lef. On y retrouve des ventes obligées entre tribues et familles de différentes origines arabes et berbères. C'est une histoire mouvementée.

A Talaint, près de Tiznit, le tour d'eau est actuellement de 21 jours. Les diverses archives écrites et la prise de note de l'histoire orale permettent de reconstituer la règle. Un vieil acte de vente d'une parcelle en 1731-1732 indique une part du tout d'eau de 12 jours. Le testament d'un ancien aigadier précise tous les droits d'eau en vigueur, jour par jour sur 14 jours. En avril 1930, l'intervention du Caid Ayad provoque le passage de 14 à 21 jours. A partir de ces éléments, on peut voir comment la société intègre ces règles nouvelles.

### 5.3. L'histoire singulière du dessèchement et d'irrigation de l'étang de Montady : l'apport des archives

**Marine Tournier**, étudiante de l'université Montpellier III, et **Christine Récallt**, économiste de l'équipe Gestion sociale de l'eau de l'Ur199 de l'IRD, rendent compte des travaux de recherche sur l'histoire de l'étang de Montady, qui fut asséché au XIII<sup>e</sup> siècle avec la mise en place de galerie drainante selon les mêmes principes techniques que les khetaras ou les foggaras du Maghreb. L'aménagement de la dépression asséchée s'accompagna d'une répartition des terres sous une forme originale, la distribution radiale à partir du centre de l'étang (figure 31). Les fossés séparant les parcelles, que l'on appelle des pointes, permettent aux eaux de converger vers le drain central circulaire que l'on appelle le Redondel. Là, un fossé plus profond, que l'on appelle la grande mayre, reprend l'eau et la conduit vers l'entrée de la galerie creusée sous la colline d'Ensérune. Après un kilomètre sous terre, l'eau sort de la galerie dans la vallée de Poilhes où elle rejoint l'étang de Capestang. Ce dispositif médiéval de dessèchement s'est maintenu pendant sept siècles. Il a été complété au XIX<sup>e</sup> siècle par un réseau d'irrigation gravitaire alimenté par des prises d'eau branchées sur le canal du Midi, un ouvrage lui même créé au XVII<sup>e</sup> siècle pour assurer une navigation commerciale entre la ville de Sète et la ville de Toulouse.

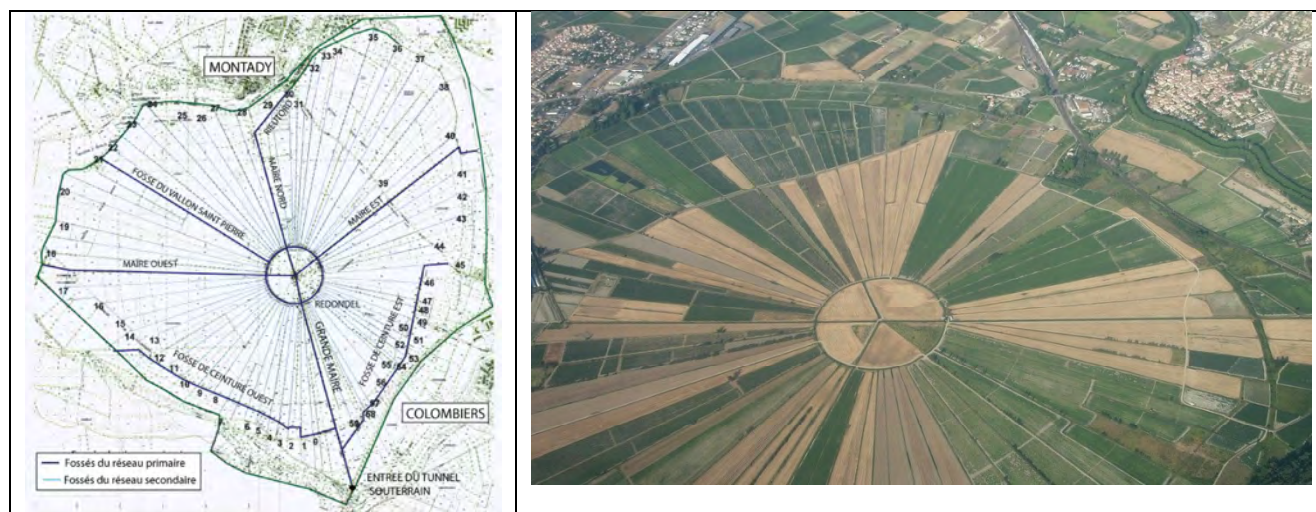


Figure 31 – Présentation de l'étang de Montady

Le travail de recherche réalisée à Montady au cours de l'année 2008-2009 se trouve à l'intersection entre le projet de recherche sur les archives de l'irrigation en Méditerranée, et le programme commun de recherche du CNRS, consacré à l'étude pluridisciplinaire de toute l'histoire de cette région singulière. L'équipe gestion sociale de l'eau de l'Ird se charge d'étudier l'histoire contemporaine de la gestion de l'eau de l'étang de Montady à partir des archives locales et départementales. La découverte des archives de l'association syndicale de dessèchement de l'étang de Montady s'est produite en décembre 2007, au moment de la visite organisée conjointement par le PCR, les archives départementales de l'Hérault et le programme archives de l'irrigation en Méditerranée.

L'accès aux documents locaux conservés par l'association syndicale a été facilité par le directeur, M. Manton. En effet, les gestions du dessèchement et de l'irrigation sont collectives depuis longtemps, et donnent lieu à une littérature abondante contenue dans de nombreux dossiers de correspondance entre les gestionnaires locaux et les instances de régulation publique, administrations spécialisées et tribunaux. Deux associations syndicales autorisées (ASA) ont cogéré l'espace aménagé. Leurs membres sont les propriétaires des pointes de l'étang ou de certaines parcelles périphériques qui pouvaient avoir accès à l'irrigation. L'objet de ces institutions est de retirer l'eau de la dépression, ou d'apporter de l'eau dans la dépression. Leurs ressources financières proviennent de redevances payées par les propriétaires aux ASA, en fonction de la surface détenue l'étang ou de la surface inscrite aux irrigations (les deux espaces ne coïncident pas exactement).

L'association syndicale de dessèchement est la plus ancienne. Elle s'appuie sur l'organisation ancienne qui prévalait juste avant la révolution française, elle même héritière des institutions médiévales. C'est le socle institutionnel local. L'ASA d'irrigation du Malpas a été constituée qu'à la fin du XIXe siècle, avec l'établissement du canal nouveau du Malpas qui permettait d'arroser une partie des pointes. Les deux institutions ont été gérées par le même président à partir des années 1920, même si elles ne couvraient pas les mêmes espaces et parcelles (figure 32). Le canal du Malpas a été abandonné à la fin du XXe siècle. Entre temps, la compagnie du Bas-Rhône-Languedoc a équipé une partie de la dépression d'un nouveau réseau sous pression, mais cette eau est gérée sous forme de contrat de ventes aux usagers à partir de bornes.

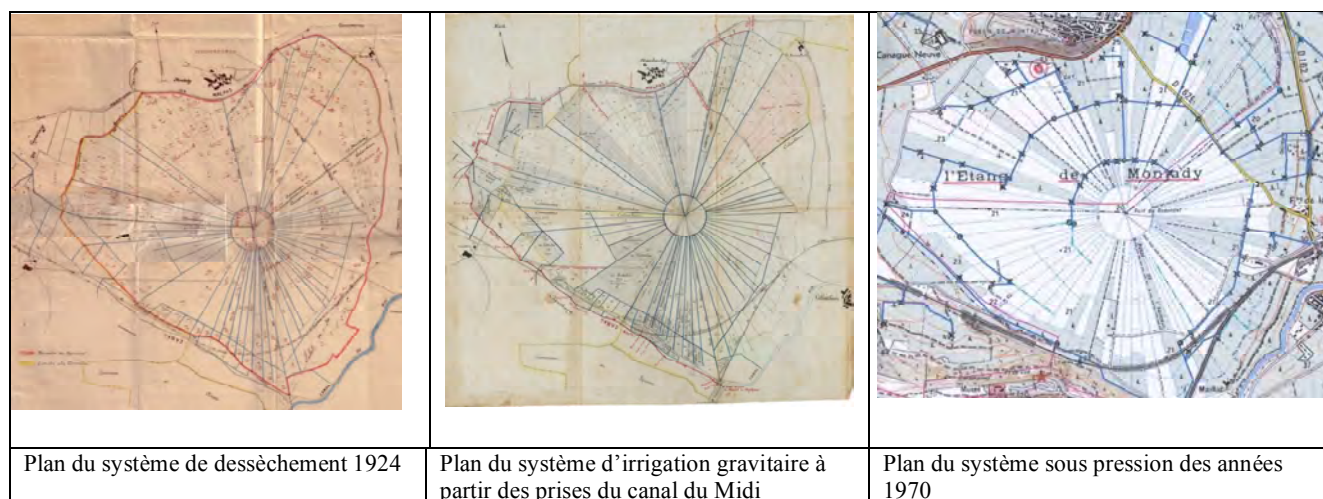


Figure 32. Rapprochement des cartes des trois réseaux :  
drainage collectif, arrosage gravitaire collectif, irrigation sous pression individuelle



Les archives départementales de l'Hérault conservent les dossiers techniques et administratifs sur l'étang de Montady, que les administrations décentralisées de l'Etat et les tribunaux ont pu constituer au cours de l'histoire contemporaine. Elle dispose aussi de manuscrits plus anciens recueillis éventuellement au cours des phases de litige entre les acteurs, villages, autorités et individus. Leur consultation permet de cadrer le contexte général et les liens entre les institutions locales (Associations, Communes) et les institutions départementales (services hydrauliques, agricoles, etc.).

Les archives des ASA sont complémentaires sur tous les dossiers sensibles, mais aussi riches des dispositifs de partage local des ressources et des frais communs, et contiennent une correspondance importante entre responsables de l'institution et d'autres institutions voisines, y compris celles des communes situées à l'aval. Elles informent donc sur les pratiques, le fonctionnement, les conflits internes.

Globalement, le rapprochement des deux types de sources permettent de reconstituer une certaine continuité historique et d'envisager une périodisation autour des événements marquants : création des réseaux, proposition de normes et de règles, conflits variés, formes d'arbitrages, disparition, reconstruction. Les archives privées illustrent encore mieux les phénomènes domestiques, singuliers et signalent aussi des événements significatifs, mais leur accès est plus délicat et leur interprétation doit être prudente.

L'apport des archives donne lieu indiscutablement à des compléments de connaissances :

- Complémentarité information historique - mémoire - terrain
- Comprendre l'histoire des systèmes pour mieux approcher les logiques actuelles

Au cours des recherches, les archives deviennent une base de négociations, font prendre conscience du patrimoine, ravivent la mémoire des expérimentations et des résultats obtenus. Un dialogue et une coopération s'établissent avec les gestionnaires de l'association syndicale. Le travail sur les documents anciens fournit un support de la légitimité de l'ASA de l'étang de Montady dans un contexte d'émergence de nouvelles préoccupations et de complexification du jeu d'acteurs en place. En retour, les documents sont rendus accessibles par les gestionnaires de l'association syndicale.

Le bilan du travail réalisé en 2009 est multiple :

- Classement et inventaire des archives.
- Numérisation d'une partie du fonds d'archives.
- Résultats de l'analyse des archives présentés dans le site Internet dédié aux archives de l'irrigation.

Pour aller plus loin, il serait intéressant de recueillir des témoignages de personnes ayant été impliquées dans la gestion du dessèchement et de l'irrigation et de favoriser la conservation des archives privées encore peu connues.



Photo 15. Classement de la documentation de l'ASA de dessèchement de Montady (photo M. Tournier)



#### 5.4. Débat : regards croisés sur les archives

Un premier point est proposé par le responsable de la conservation des archives nationales du Maroc. Les archives nationales au Maroc sont provisoirement gérées par la BNRM qui en assure la conservation. Le fond représente 1400 mètres linéaires de dossiers dont 80% a été inventorié. Ces fonds viennent principalement des directions des travaux publics, des eaux et forêts, de la santé, etc. Ils correspondent aux dépôts réalisés entre 1956 et 1968. A cela s'ajoute un fond de 20 à 40 mètres linéaires de série historique avant le protectorat (textes des ambassades). Dans l'ensemble des documents conservés, la part de l'hydraulique est significative, dans les dossiers agriculture, colonisation, législation, travaux publics, municipalités. On peut ainsi trouver des cartes et des plans, des arrêtés, des descriptif de barrages, des éléments sur l'alimentation en eau des villes, des aménagements de cours d'eau et de canaux. Cependant, en attendant le nouveau schéma d'organisation des archives nationales, ces documents ne sont pas consultables actuellement. Les chercheurs doivent donc travailler sur les archives des différentes administrations.

Réagissant à une intervention du public sur les droits berbères et l'invention locale de l'hydraulique, Mohammed El Faiz indique, à propos des différents exposés, qu'il faut faire attention aux effets du dahir berbère de 1930 qui a précipité l'indépendance, mais qui a aussi rendu confus certaines notions de droits coutumiers opposés au droit de l'Islam. Toufik Ftaita pense que le Orf et le droit musulman ne s'opposent pas. La flexibilité du droit musulman permet d'entretenir des spécificités locales. Thierry Ruf souligne que ce débat est bien plus général, car la question du Orf existe aussi en France, comme par exemple dans les Pyrénées-Orientales où les textes coutumiers coexistent avec les lois de la République. D'une manière plus générale, on a toujours des sources de légitimité et de création de normes qui s'inspirent des notions de biens communs définis par une société sur un territoire donné, et de politique publique qui donne un socle à plusieurs sociétés locales.

Mohammed El Faiz questionne la manière avec laquelle ont été rangées les archives de l'ASA de Montady, en soulignant que cela pourrait porter atteinte aux documents eux-mêmes. M. Heurtebise va dans le même sens, car en modifiant les classements des documents anciens, on peut aussi perdre en compréhension une partie du fond. Le désordre serait en quelque sorte un ordre significatif. Thierry Ruf considère que l'équipe française a bien réfléchi à ce reclassement, qui a été fait à la demande de l'ASA. Les archives des associations sont toujours en très mauvais état de rangement et parfois de conservation. Elles ont souvent voyagé d'une maison à une autre. Elles ont été consultées maintes fois sans prendre garde au classement. Le mélange de papiers et documents épars n'est pas favorable à la continuation de l'archive locale. Le reclassement éclairé s'impose donc, de la même manière que les administrations centrales réorganisent leurs propres fonds documentaires avant de les céder aux archives qui vont les conserver. Aucun document ne disparaît dans cette phase là.

## Session 6 – Présentation du portail Web du projet : ArchirrigationMed

Le portail du projet Archives de l'irrigation en Méditerranée « ArchirrigationMed » a été réalisé à Montpellier avant la rencontre de Rabat. Le site est en construction mais il dispose déjà d'une structure générale et des premiers résultats du projet, notamment en ce qui concerne le site de Montady.

L'adresse provisoire du site est :

[http://web.me.com/t.ruf/ArchirrigationMed/Bienvenue\\_aux\\_archives.html](http://web.me.com/t.ruf/ArchirrigationMed/Bienvenue_aux_archives.html)

Il sera prochainement porté vers un autre support de site.

Après la page d'accueil (figure 33) qui résume les intentions du projet sur les archives de l'irrigation, on ouvre une page de sommaire (figure 34) qui constitue à proprement parler la page d'orientation sur l'ensemble des travaux et références qui ont pu être recueillies. On peut donc choisir entre quatre grands domaines de recherche documentaire : 1) les sites ateliers autour de la méditerranée (figures 35-36) ; 2) Les auteurs anciens les plus importants, dont les textes sont téléchargeables ; 3) Les sites d'information utiles internationaux et dans les pays ; 4) Les éléments de formation aux archives de l'eau. Le site est prévu pour durer bien au delà du temps du projet, comme site de référence sur ces questions et site éducatif.



figure 33 – Portail web pour accéder aux archives de l'irrigation



## **Session 7 - Archives en péril et politiques de recherche et de conservation.**

La dernière session est animée par Mohammed El Faiz. Il s'agit de proposer de nouvelles politiques de recherche et de conservation. Quel état des lieux pour le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Quelles seraient les mesures de sauvegarde ? Quelles perspectives de valorisation peut-on envisager ? Comment les coopérations nord/sud et Sud/Sud pourraient être suggérées pour la sauvegarde d'un patrimoine commun en péril.

### **Résumé du débat : des archives, un projet de société**

Brahim Ait Khouya témoigne de l'intérêt qu'il a trouvé à travailler sur les archives de Montady lors de séjour de formation à Montpellier. Les archives permettent de recueillir des éléments de critique, de compréhension nouvelle de l'histoire locale. Toufik Ftaita signale un cas où les archives ont permis de retrouver 22 canaux inventoriés alors que l'administration locale n'en dénombrait que 11.

Abdelalti Lahlou s'interroge sur les origines des archives de Montady. Marine Tournier précise qu'une partie des fonds étudiés vient de l'association locale, mais que l'autre est conservée aux archives départementales. Ces dernières sont publiques. Celles de l'ASA ne le sont pas et il faut donc une autorisation du président de l'association pour les consulter.

M. Bedrani s'interroge sur le dessèchement de l'étang, un acte qu'il serait sans doute impossible à justifier aujourd'hui. Christine Récalc pense que documenter le passé sert justement à mieux regarder le présent, et donc expliquer comment les sociétés ont transformé leur milieu.

Un collègue de l'université de Mohammedia revient au cas de Tiznit présenté par Toufik Ftaita, et aux manuscrits permettant de dater la source et de décrire des tours d'eau. Il rappelle que la cartographie fut durant tout le protectorat un monopole de l'armée française. Il faut donc se méfier des arrière-pensées derrière les travaux des géographes et anthropologues qui ont accompagné le processus colonial. Il faut recouper les informations avec d'autres sources. Sur Montady, il faudrait réfléchir en fonction de l'environnement économique et social. Pourquoi le dessèchement ? Y avait-il des besoins nouveaux ? Un environnement plus sec ou une population plus nombreuse ?

M. Badrani aborde la question des archives récentes, celles qui existent depuis l'indépendance des pays. Quel a été l'investissement hydraulique depuis 50 ans ? On ne dispose que de données partielles. Ainsi, étudier la politique de l'eau en Algérie depuis 1962 serait très utile.

Mohammed El Faiz insiste sur l'intérêt de disposer de plusieurs sources d'information historiques, archives nationales ou régionales et archives locales. Il reconnaît qu'une politique d'archives a une grande importance dans la société. Avoir été est une condition pour être. A Marrakech, l'ORMVAH détient plus de 2 kilomètres linéaires d'archives. Il faut les préserver, c'est un trésor pour les générations futures, sinon, on risque de confisquer l'histoire.



## **Conclusion : quelles perspectives maintenant ?**

Nous ne savons pas quel est le positionnement des différentes institutions marocaines pour savoir quelle est leur manière de traiter les archives chez elles.

M. Khrouz dresse la synthèse suivante : Auparavant, au niveau national, c'était la bibliothèque centrale qui regroupait depuis 1916 les documents d'importance nationale. Puis ce fut la bibliothèque générale et archives. Aujourd'hui, la BNRM entretient le fond d'archives nationales sans en avoir la gestion. Il est prévu une institution d'archives nationales mais les décrets d'application ne sont pas encore sortis. Il ne s'agit pas dans les fonds actuels d'archives politiques ou militaires. Il s'agit de fonds techniques, l'éducation nationale, les communes, les travaux publics.

Comme il n'y a pas eu de dépôts d'archives depuis 1968, beaucoup de cadres de l'Etat se considèrent comme propriétaires de l'archive dont ils disposent ou qu'ils ont constituée.

Dans les fonds actuels, la question de l'eau occupe une part importante aussi bien dans l'iconographie que dans les textes. Les systèmes de Nexus ou Volubilis, les complexes urbains du sud, les oueds et zones humides ont été décrits dans de nombreux documents. Mais l'archive au Maroc, ce n'est pas seulement le papier de l'administration. Il y a d'autres sources comme les écrits adoulaires.

Aujourd'hui, la richesse des fonds d'archives se trouve dans les différents instituts liés aux ministères dont ils dépendent. Ils servent à la formation et à la recherche. On sait aussi qu'il y a de nombreux fonds d'archives datant du protectorat dans toutes ces institutions. Il est temps de plaider pour que le Maroc ait des archives durables.

En conclusion du colloque, Mohammed El Faiz et Thierry Ruf remettent à M. Khrouz un document numérique qui contient les principaux écrits de Jean Margat au Maroc, hydrogéologue très connu qui a travaillé dans les services hydro-géologiques du pays jusqu'en 1962.

De l'avis général, cette rencontre marque le début de nouvelles pistes d'échanges scientifiques qui pourraient être soutenus comme par exemple l'organisation d'une grande conférence sur l'histoire de l'eau, en lien avec l'International water history association (IWHHA).

En 2010, les travaux donneront lieu à une publication et le site web ArchirrigationMed sera enrichi et développé. L'IRD s'y engage.